



Numéro 7 | Novembre 2025

RAPPORT SUR LES DONS

SUISSE

Éditeurs : Swissfundraising et Fondation Zewo

Chères lectrices, chers lecteurs,

Les organisations d'entraide qui collectent des dons traversent une période difficile: certes, le volume des dons est resté stable à un niveau élevé en 2024, avec 2,25 milliards de francs, dépassant ainsi pour la cinquième fois consécutive les deux milliards de francs, ce qui n'est pas évident. La solidarité de la société est donc toujours forte.

La solidarité des ménages privés et des institutions privées reste intacte. Et pourtant, les organisations d'entraide sont sous pression: la concurrence pour attirer l'attention reste rude et s'est encore intensifiée avec la dynamique des médias sociaux. Ce n'est plus seulement la visibilité qui compte, mais aussi la résonance: un article partagé, un reportage qui suscite des débats ou une campagne qui modifie les comportements ont tous un impact plus fort qu'une simple présence.

Les organisations actives dans la coopération au développement ressentent une pression particulière. Elles sont touchées par le retrait de l'engagement étatique à travers le monde.

Il est donc d'autant plus important que les organisations d'entraide résistent à ces vents contraires, tout en tirant parti du vent favorable que leur procure la générosité sans faille des donateurs. Les organisations attirent l'attention sur les situations d'urgence, dénoncent les injustices et apportent leur aide là où elle est nécessaire. Cette combinaison d'engagement, de courage et de persévérance est le fondement d'une société solidaire.

Le rapport sur les dons 2025 rassemble ces évolutions et montre clairement qu'il vaut la peine de continuer à avancer ensemble. La force sociale des dons reste impressionnante, portée par des personnes et des institutions qui agissent avec cœur et conviction.

Continuons à solidifier cette force. Instaurons la confiance. Encourageons la solidarité. Et tirons parti des impulsions positives qui font avancer notre société.

Nous vous remercions sincèrement pour votre engagement et vous souhaitons une lecture inspirante.

Rapport sur les dons 2025

Le rapport sur les dons est publié par Swissfundraising et la Fondation Zewo. Il résume les principales analyses pour les OBNL d'utilité publique qui collectent des dons et les met en perspective avec des commentaires. Le rapport sur les dons est disponible en ligne sur zewo.ch et www.swissfundraising.

Martina Ziegerer
Directrice générale Zewo

Roger Tinner
Directeur général Swissfundraising

Le baromètre des dons et de l'image de Swissfundraising

Le mix média et la fidélisation des donateurs doivent être repensés

Le baromètre des dons et de l'image est réalisé chaque année par l'institut d'études de marché Demoskop pour le compte de 50 organisations participantes et de Swissfundraising. Depuis dix ans, la méthodologie et les questions posées restent inchangées, ce qui permet d'établir des comparaisons fiables et de mettre en évidence les évolutions à long terme. Le baromètre des dons et le baromètre de l'image sont deux instruments qui s'appuient chacun sur un échantillon différent de participants.



Ruth Wagner

Marché des dons en Suisse en 2024

Augmentation de la propension à faire des dons – trois tentatives d'interprétation

L'année 2024 a été marquée en particulier par la volatilité géopolitique, l'instabilité et, par conséquent, l'incertitude d'un monde chancelant. Il est apparu que la Suisse n'est en aucun cas un îlot et qu'il ne s'agit pas «seulement» de politique, mais plutôt de l'érosion de valeurs fondamentales. En 2024, les organisations caritatives ont donc eu plus que jamais la tâche et l'opportunité d'agir comme une force de résistance combative, mais aussi comme un repère et un refuge de valeurs sûres ou comme un phare.

Dans ce contexte, l'augmentation de la propension à faire des dons, qui dépasse 80%, est étonnante, d'autant plus que 2024 n'a pas été une année marquée par des catastrophes et des appels aux dons soutenus par les médias. Je propose trois interprétations ou thèses combinables à ce sujet.

Premièrement: la plupart des organisations n'ont rattrapé leur retard qu'à l'approche de Noël, après une année difficile, et ont dépassé leurs résultats de l'année précédente. Cela s'explique sans doute aussi par le fait qu'elles ont concentré leurs mesures de collecte de fonds à cette période. Grâce à l'ouverture du calendrier Zewo et aux possibilités numériques (comme le portail Twint), des activités de prospection ont également été possibles pendant cette période.

Deuxièmement: les segments d'âge les plus jeunes et les plus âgés, ainsi que la Suisse romande en général, ont (à nouveau) considérablement intensifié leurs dons (jusqu'à 24 ans: +27%, plus de 70 ans: +24%, Suisse romande dans son ensemble: +20%).

Troisièmement, la croissance statistique consolidée se limite à quelques organisations qui ont également réussi à se faire connaître et à s'imposer dans le domaine numérique: des acteurs classiques très importants et connus ou des acteurs de niche très pointus. La situation est devenue encore plus difficile pour les ONG de taille moyenne, *coinçées au milieu*.

Baisse d'un quart du montant des dons

Compte tenu de cela, il peut être surprenant que le montant médian des dons soit passé de 400 francs après deux années fortes à 300 francs. Cela s'était produit pour la dernière fois en 2019.

En effet, cette baisse de 25% est substantielle. En 2024, les facteurs économiques et la charge budgétaire effective ou redoutée dans divers segments ont sans doute joué un rôle important. En 2024, nous avons enregistré une augmentation moyenne de près de 9% des primes d'assurance maladie et de 3% des loyers. Selon le baromètre des préoccupations 2024 de l'UBS, la crise sanitaire figurait également parmi les principales craintes, devant le changement climatique, la prévoyance vieillesse et les questions migratoires. Les jeunes familles ont réagi particulièrement fortement (dons médians en baisse de 50%) et l'incertitude boursière a sans doute eu une influence notable sur les segments les plus aisés financièrement. Ceux-ci ont en partie réduit leurs dons et surtout diminué massivement leurs contributions (jusqu'à 40%).

Il convient toutefois de noter que le baromètre des dons examine explicitement les collectes de fonds publics, sans tenir compte des legs et des dons importants. Il pourrait donc y avoir un report des dons (prévus), de sorte que le potentiel des disciplines de collecte de fonds correspondantes devrait continuer à augmenter.

Thèmes principaux, confiance dans les OSBL et image du secteur dans son ensemble

Dans l'ensemble, 2024 a été marquée par une plus grande diffusion ou dispersion des thèmes cités. Les thèmes prioritaires étaient «la protection de la nature, de l'environnement et des animaux» ainsi que, en forte augmentation, «l'aide sociale et l'aide d'urgence en Suisse» (48% chacun), devant «les enfants et les jeunes» (46%) et «les personnes handicapées» (45%).

L'augmentation du thème national «aide sociale et d'urgence» (+12%) reflète l'accent mis sur le pays en raison de l'évolution économique, mais aussi en raison du «manque» d'interventions d'urgence à l'étranger, ce qui se traduit directement par une diminution de l'aide en cas de catastrophe (-17%).

Dans le même temps, les thèmes liés à la migration et aux crises persistantes ont quelque peu été relégués au second plan, y compris dans les médias: le thème des «réfugiés» a diminué de 23%, passant de 31% en 2023, et celui des «droits de l'homme» a perdu 19%. Mais la «protection de l'environnement» a également diminué de 14% par rapport à l'année précédente. D'une manière générale, la tendance montre que, comme pour l'aide d'urgence, les dons sont plutôt destinés à la résolution d'un «problème» urgent ou à un projet et un objectif concrets qu'à une marque et des valeurs.

La confiance dans le secteur et dans les ONG en tant que marques reste très élevée. La pertinence du travail et l'engagement en faveur des causes sont également jugés très positivement. D'une manière générale, la réputation du secteur est bonne et stable. Certains aspects tels que la transparence ou la capacité d'innovation sont (encore) jugés de manière un peu plus critique en 2024, et le manque de confiance et la remise en question de l'efficacité sont des arguments de plus en plus souvent avancés pour ne pas faire de dons. D'une manière générale, la question se pose ici aussi de savoir dans quelle mesure l'image d'une marque ONG est un facteur déterminant pour les dons, en particulier pour les groupes cibles plus jeunes, et si la simple visibilité et

le rayonnement dans un marché publicitaire de plus en plus «bruyant» avec des seuils élevés ne jouent pas un rôle de plus en plus important.

D'une part, l'influence des motivations psychologiques individuelles sur les dons et, par conséquent, l'approche ciblée des motivations gagnent en importance. D'autre part, les structures intermédiaires et les facteurs d'influence gagnent en importance. La compassion, qui est plus importante que la solidarité dans le domaine de l'aide d'urgence, a logiquement diminué en 2024, sans beaucoup de dons liés à des catastrophes. En revanche, la communauté en tant que facteur d'influence et les motivations dynamiques à participer ont gagné en importance et peuvent être exploitées plus directement, même auprès des générations qui ne sont plus très jeunes.

Les dons numériques sont restés en deçà des attentes

La part des «dons numériques directs» dans le volume total des dons peut surprendre. Moi aussi, je l'avais estimée plus élevée, j'avais prévu en tout cas une croissance. En effet, beaucoup a été investi dans ce domaine, mais l'effet directement mesurable en termes de part de marché globale semble plutôt disproportionné.

Il convient toutefois de noter que la classification des dons numériques directs ou la classification par les personnes interrogées n'est pas toujours très claire. Dans l'ensemble, la part des dons numériques via l'application bancaire propre a continué d'augmenter, notamment grâce aux paiements QR via des bulletins de versement, et Twint s'est définitivement imposée et établie comme une plateforme avec sa propre communauté. La question demeure toutefois: à l'exception de quelques organisations, ne maîtrisons-nous «pas encore vraiment» la collecte de fonds numérique, et comment pourrait-on adapter les succès des campagnes politiques (pas seulement aux États-Unis) en termes de mécanisme et d'inspiration à la Suisse?

Mix média et fidélisation des donateurs: de nouveaux défis

À mon avis, deux aspects sont extrêmement importants pour le «développement du marché» et le succès futurs: le mix média devient de plus en plus un facteur déterminant, et la fidélisation doit être repensée. C'est précisément dans les canaux numériques, mais aussi dans la diffusion, que l'on peut atteindre une portée relativement peu coûteuse - et la sensibilisation est fondamentalement importante en tant que bruit de fond et dynamisation, et pas seulement pour la conversion. Deux éléments deviennent désormais un véritable USP: un contenu pertinent dans les bons canaux, tant en ce qui concerne l'individu que les facteurs d'influence tels que l'environnement relationnel et la communauté, tant numérique qu'analogique.

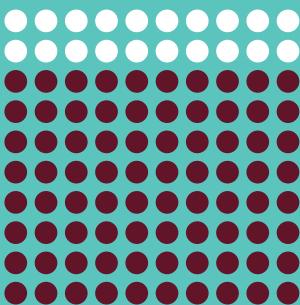
En 2024, la fidélité envers les organisations d'entraide a diminué, tout comme le nombre d'organisations prises en compte par ménage. Si l'acquisition devient de plus en plus coûteuse, l'accent doit également être mis sur la fidélisation. Nous avons longtemps misé sur la commodité et la fidélisation technique, mais le modèle LSV/DD arrive bientôt à expiration et, dans les médias numériques, un petit «coup de pouce» suffit pour supprimer ou suspendre la régularité. Nous devons donc sans cesse renouveler l'enthousiasme dans la relation, développer, tester et mesurer en permanence des séries d'expériences positives, des programmes de fidélisation entièrement nouveaux, notamment sous forme numérique, sous forme de plan éditorial et de dramaturgie: repenser la fidélisation et la relation.

Cet article est basé sur une interview réalisée par le magazine «persönlich» (5/2025) avec l'auteure. La brochure «Spendenmarkt Schweiz» 2025 est à la disposition des membres de Swissfundraising. Elle peut être téléchargée au format PDF dans l'espace membres du site www.swissfundraising.org.

Comportement en matière de dons en Suisse

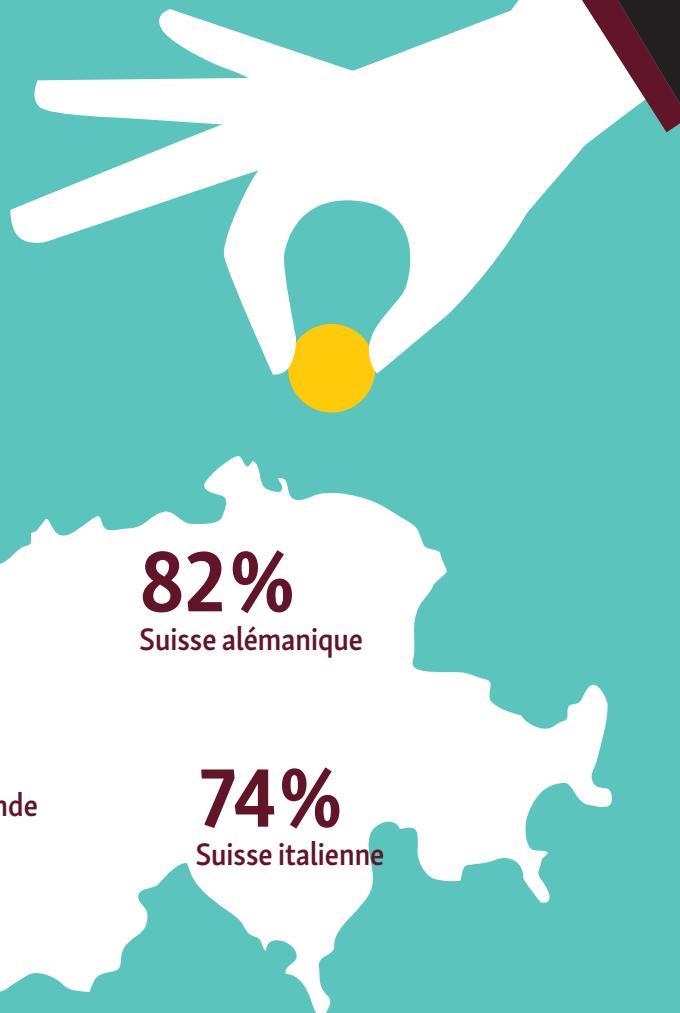
82%

des ménages



300 CHF

Dons par ménage (médiane)



Par sexe

79%
femmes



84%
hommes



Selon l'âge

71%
15 à 34 ans



84%
35 à 54 ans



87%
55 à 99 ans

Statistiques des dons de la Zewo 2024 – les chiffres clés

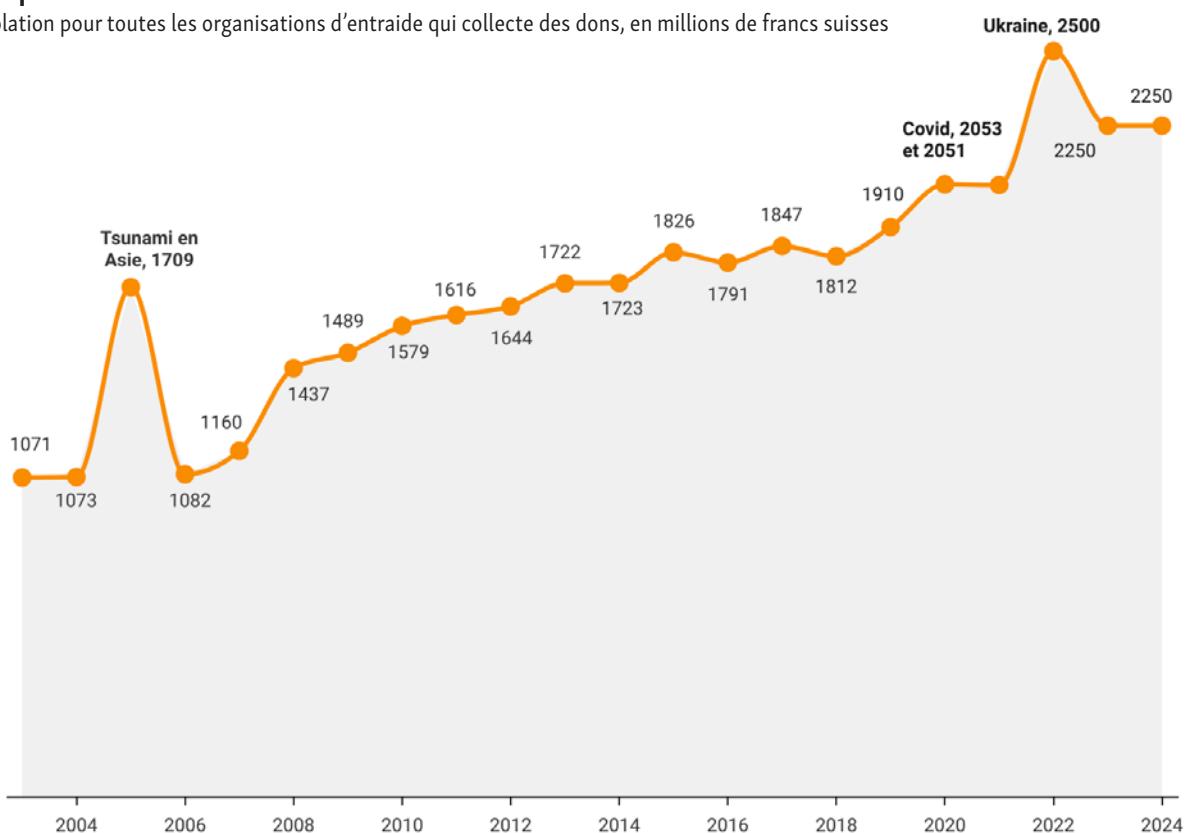
La générosité des donateurs et donatrices reste élevée

En 2024, le montant des dons en Suisse est resté stable, à 2,25 milliards de francs. Les organisations certifiées Zewo ont reçu 2 millions de dons de plus que l'année précédente. La croissance a été stimulée par l'augmentation du montant moyen des dons et des contributions des fondations donatrices, tandis que la réduction du nombre de donateurs a eu un impact négatif sur les recettes.

Par Martina Ziegerer, Céline Bertet et Bernadett Gal, Fondation Zewo

Graphique 1: Volume des dons en Suisse de 2003 à 2024

Extrapolation pour toutes les organisations d'entraide qui collecte des dons, en millions de francs suisses



Graphique : © Fondation Zewo, source : Zewo Statistique des dons

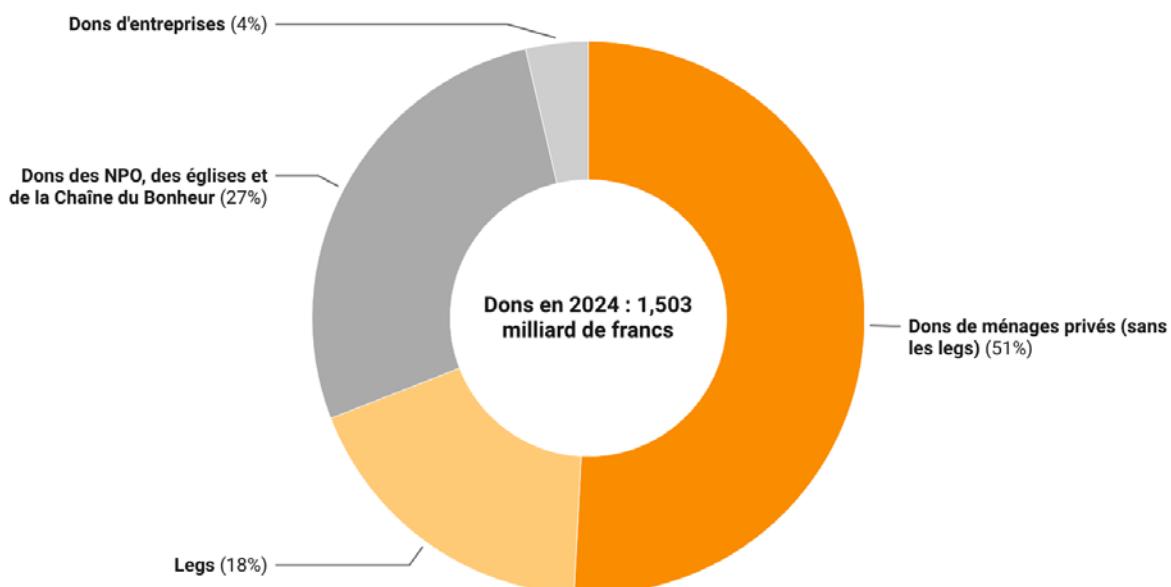
En 2024, le total des dons s'est élevé à 2,25 milliards de francs, soit le même montant que l'année précédente. Ainsi, le volume des dons dépasse pour la cinquième année consécutive le seuil des deux milliards et reste supérieur aux

niveaux atteints durant les années de la pandémie du Covid 2020 et 2021. Si l'on considère comme une exception le record de 2,5 milliards de francs en 2022, lié aux dons pour l'Ukraine, on observe au cours des dernières années une ten-

dance légèrement croissante qui pourrait désormais se stabiliser à un niveau élevé. Globalement, le volume des dons a doublé au cours des 20 dernières années.

Graphique 2: Dons aux organisations d'entraide par origine

Extrapolation pour toutes les organisations certifiées Zewo, en million de francs suisses



Graphique : © Fondation Zewo, source : Zewo Statistique des dons 2024

La plupart des dons proviennent de ménages privés

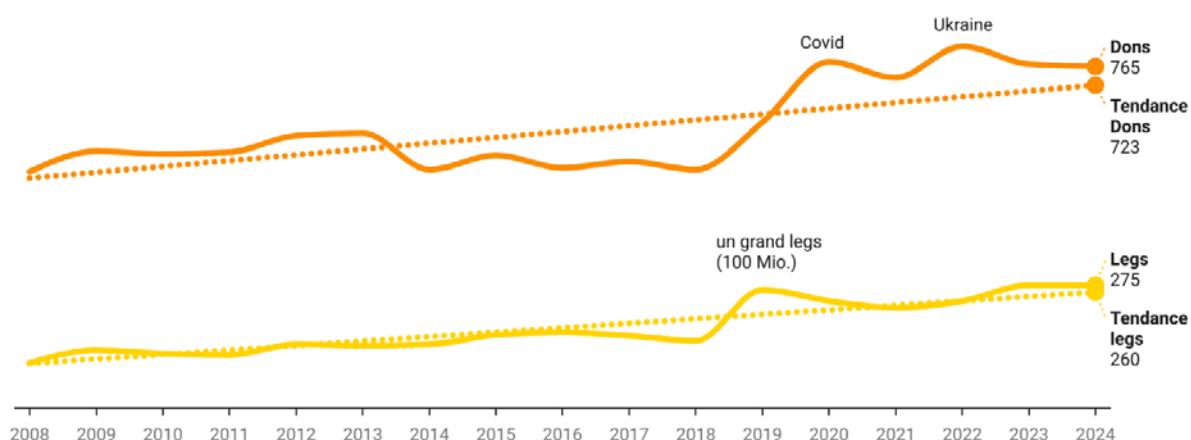
Sur les 2,25 milliards de francs donnés en 2024, les organisations portant le label de qualité Zewo ont reçu

1,503 milliard. Cela représente environ deux millions de plus que l'année précédente (1,501 milliard de francs), les chiffres de l'année précédente ayant été complétés rétroactivement grâce à une meilleure disponibilité des don-

nées. Sept francs sur dix de ces dons proviennent de ménages privés, sous forme de dons ou de legs. Les trois francs restants proviennent de fondations donatrices, d'églises, d'autres institutions privées ou d'entreprises.

Graphique 3: Dons aux organisations d'entraide provenant des ménages privés

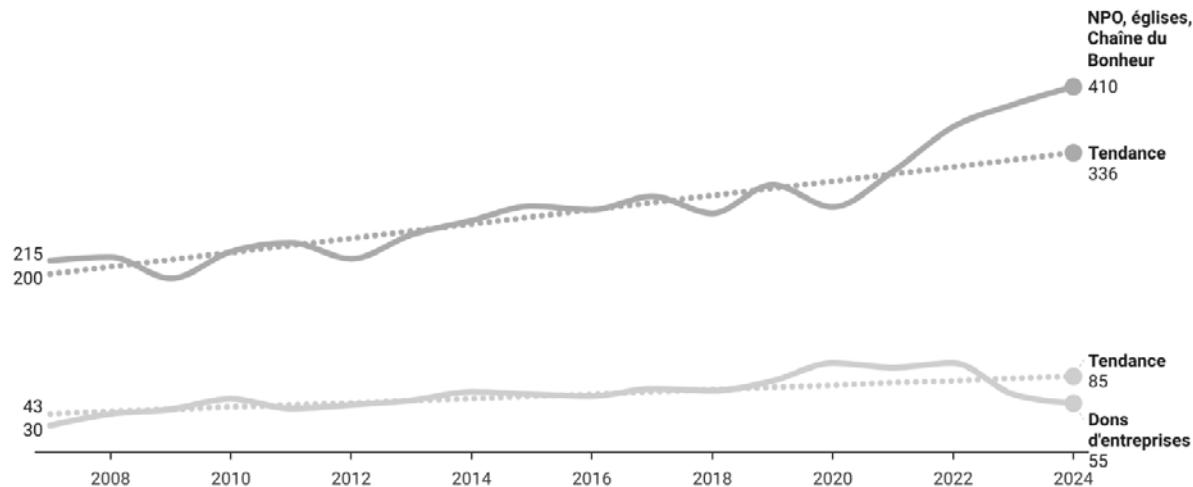
Extrapolation pour toutes les organisations certifiées Zewo, en millions de francs suisses



Graphique : © Fondation Zewo, source : Zewo Statistique des dons

Graphique 4: Contributions d'institutions privées aux organisations d'entraide

Extrapolation pour toutes les organisations certifiées Zewo, en millions de francs suisses



Graphique : © Fondation Zewo, source : Zewo Statistique des dons

En 2024, les dons provenant des ménages privés aux organisations certifiées Zewo sont restés au-dessus de la tendance linéaire de croissance à long terme, après que les recettes se sont rapprochées de cette tendance en 2023. Les revenus issus des legs sont restés stables en 2024 et demeurent légèrement au-dessus de la tendance linéaire à long terme.

Les dons que les organisations d'entraide certifiées Zewo ont reçus de fondations donatrices, d'églises ou d'autres institutions se situaient même nettement au-dessus de la tendance de croissance à long terme. En revanche, les dons provenant des entreprises sont restés à nouveau en 2024 en dessous de la tendance linéaire à long terme.

Le niveau global des dons a légèrement augmenté pour les organisations certifiées Zewo, mais celles-ci ont été différemment impactées. Plus de la moitié (55 %) des organisations recensées dans la statistique des dons ont enregistré une baisse des dons, tandis que 45 % ont connu une croissance.

Facteurs d'influence positifs et négatifs

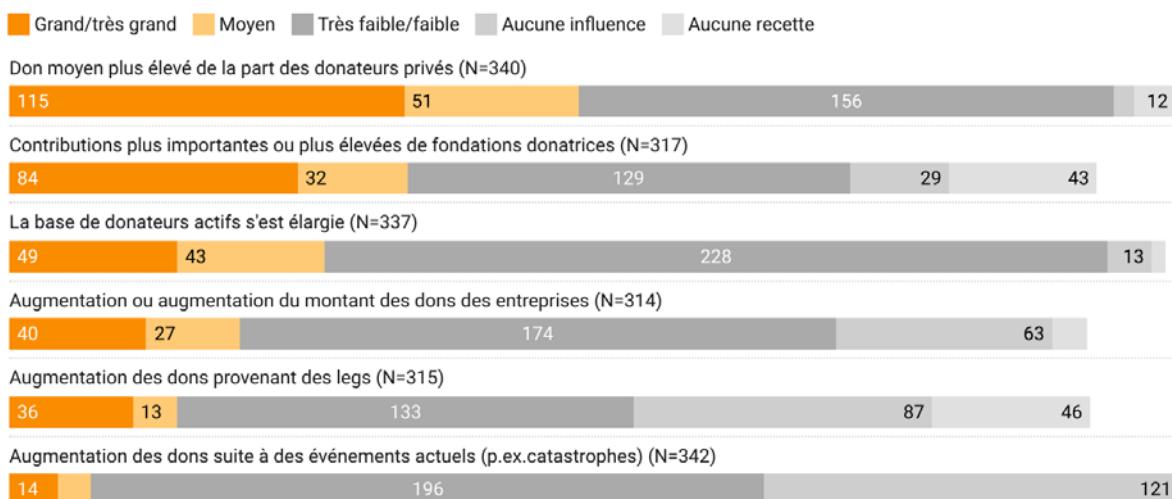
Près de la moitié des organisations ayant répondu ont indiqué que l'augmentation du montant moyen des dons des particuliers avait exercé une influence positive moyenne à très forte. Des contributions plus nombreuses ou plus élevées de la part de fondations donatrices ont eu un effet nettement positif pour une organisation sur trois.

En revanche, la plupart des organisations ont à peine réussi à élargir leur base de donateurs. Là où cela a été possible, l'impact a toutefois été clairement positif. En comparaison, les dons d'entreprises et les legs ont été peu perçus comme des facteurs influents.

Seules quelques organisations ont indiqué que des événements liés à l'actualité, tels que des catastrophes, avaient augmenté les recettes de dons en 2024. Cela s'explique probablement par le fait que peu d'organisations sont actives dans l'aide en cas de catastrophe et qu'aucun événement marquant n'a donné lieu à des collectes supplémentaires.

Graphique 5: Facteurs exerçant une influence positive sur les dons

Question: Dans quelle mesure les facteurs suivants ont-ils influencé positivement les dons reçus par votre organisation par rapport à l'année précédente?



Graphique : © Fondation Zewo, source : Zewo Statistique des dons 2024

Les revenus issus des dons ont été négativement influencés, en particulier par la diminution de la base active de donateurs. Près de la moitié des organisations ayant répondu ont signalé un impact moyen ou fort à ce niveau.

Des dons moyens plus faibles de la part des particuliers pourraient également jouer un rôle important, mais ils ont été perçus comme moins marquants et moins répandus que la réduction de la base de donateurs. Environ un tiers des organisations interrogées ont constaté un impact moyen à fort sur leurs revenus de dons à cet égard.

Concernant les dons d'entreprises et les legs, les effets positifs et négatifs sur les revenus des organisations d'entraide s'équilibrent à peu près. Dans l'ensemble, ils jouent un rôle secondaire.

Seules quelques organisations ont rapporté que des événements actuels avaient réduit leurs revenus de dons. Globalement, l'influence négative a toutefois été ressentie plus fortement que l'influence positive. Ainsi, un plus grand nombre d'organisations ont fait état d'un effet négatif important ou très important.

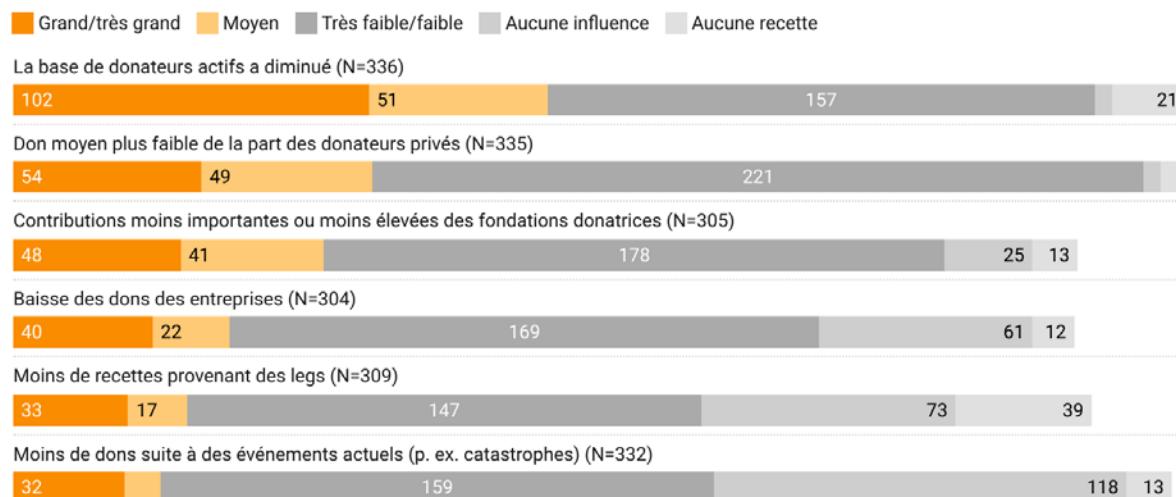
Dynamiques différentes entre l'aide nationale et l'aide internationale

Il est remarquable de constater l'évolution différente entre les organisations certifiées actives au niveau international et celles actives au niveau national. 60% des organisations œuvrant en Suisse dans le domaine social et dans la santé ont signalé une baisse des revenus issus des dons, tandis que ce chiffre n'était que de 45% pour les organisations actives à l'international.

En 2024, environ 57% des dons reçus par les organisations certifiées Zewo sont allés à des organisations actives au niveau international, tandis que 43% ont été reçus par des organisations œuvrant en Suisse.

Graphique 6: Facteurs exerçant une influence négative sur les recettes des dons

Question: Dans quelle mesure les facteurs suivants ont-ils influencé négativement les dons reçus par votre organisation par rapport à l'année précédente?



Graphique : © Fondation Zewo, source : Zewo Statistique des dons 2024

Disparités régionales dans le volume des dons

En 2024, sur les 1,503 milliards de francs récoltés par les organisations certifiées, 360 millions – soit un peu plus d'un franc de don sur quatre – sont allés à des organisations basées en Suisse romande. Il convient de noter que cette évolution différenciée s'explique également par le fait que le nombre d'organisations certifiées est resté largement constant en Suisse alémanique avec environ 400 organisations, tandis qu'il est passé de 84 à 96 en Suisse romande, poursuivant ainsi sa progression.

Les 1,130 milliards de francs restants ont été attribués à des organisations d'entraide en Suisse alémanique. Alors que les revenus issus des dons ont clairement augmenté en Suisse romande,

les organisations certifiées en Suisse alémanique ont enregistré une légère baisse des dons par rapport à l'année précédente, tout en restant supérieurs aux niveaux atteints durant la pandémie de Covid-19.

Les ménages privés constituent la principale source de dons pour les organisations d'entraide et ont contribué à environ 7 francs des dons sur 10 en Suisse alémanique. Sur un total de 1,13 milliard de francs, 585 millions provenaient de dons classiques et 235 millions de legs. Les 310 millions restants provenaient de fondations donatrices, d'églises, d'autres institutions ou d'entreprises.

En Suisse romande, environ 6 francs de dons sur 10 provenaient de ménages privés. Ceux-ci ont atteint un total de 175 millions de francs en 2024, soit 20 millions de plus que l'année précédente.

Les legs se sont élevés à 40 millions de francs, tandis que les fondations donatrices, les églises, d'autres institutions et les entreprises ont versé 145 millions de francs aux organisations d'entraide en Suisse romande. Ainsi, le volume total des dons aux organisations certifiées en Suisse romande a augmenté de 15 millions de francs par rapport à l'année précédente.

Comparés aux valeurs des années précédentes, les dons provenant des ménages privés ont diminué en Suisse alémanique par rapport aux années de la pandémie de Covid-19, tandis qu'ils ont augmenté en Suisse romande. Les revenus issus des legs perçus par les organisations certifiées Zewo sont restés stables. Alors que les legs ont continué à croître en Suisse alémanique, ils ont légèrement diminué en Suisse romande.

Statistiques des dons Zewo 2024

Les statistiques complètes sont disponibles sur le site web : <https://zewo.ch/fr/statistiques-des-dons/>

La Suisse, pays des dons 2024



Sources:

1 Niveau de connaissance du label de qualité Zewo par les donatrices et donneurs, Consultation de la population Institut Link (2025) pour le compte de la Fondation Zewo

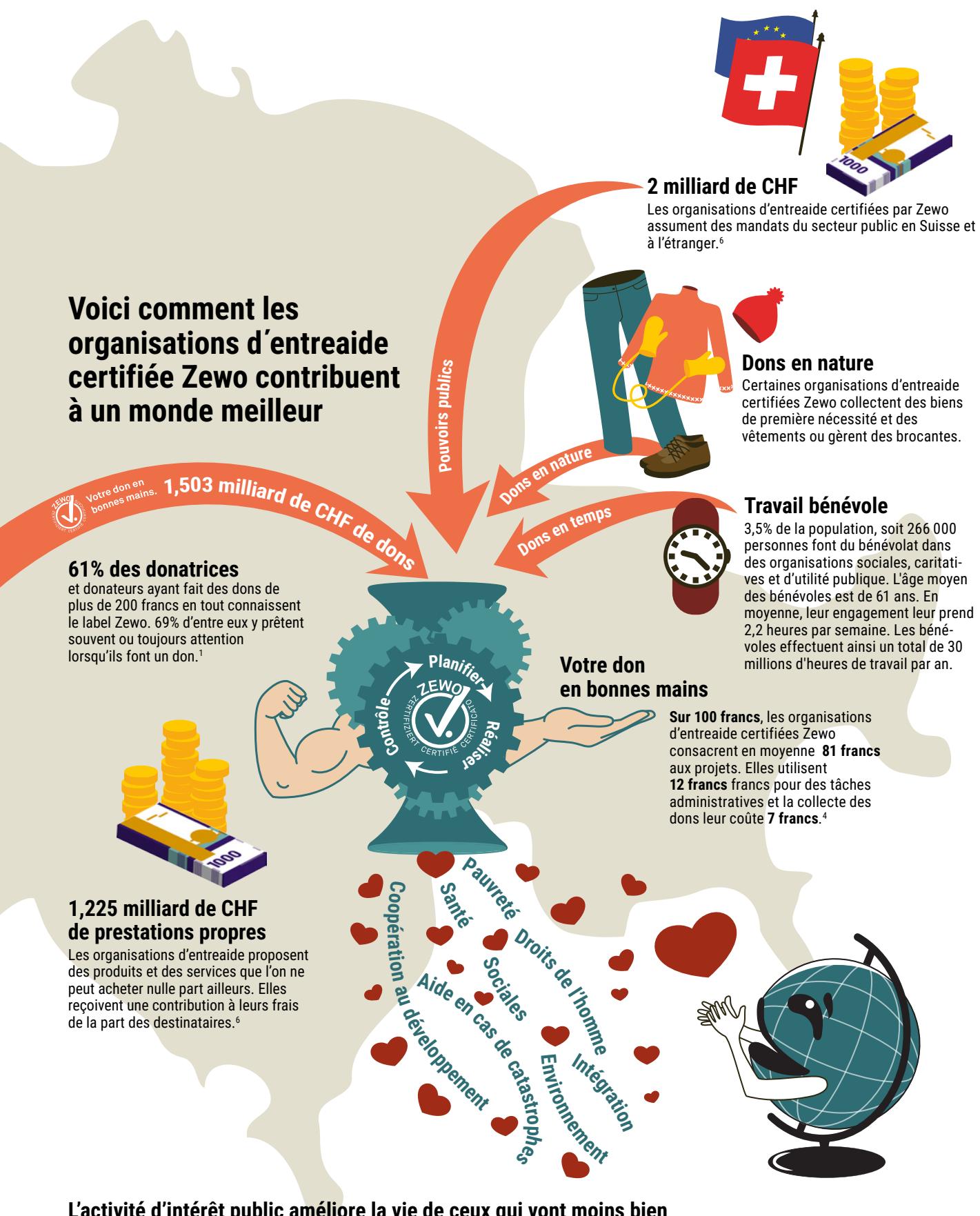
2 Rapport sur les fondations en Suisse 2025, CEPS Forschung und Praxis, Center for Philanthropy Studies (CEPS)/SwissFoundations/Centre pour le droit des fondations

3 Observatoire du bénévolat en Suisse 2025, Société suisse d'utilité publique (SSUP)

4 Chiffres clés et indices de référence pour les œuvres de bienfaisance 2020, Fondation Zewo

5 Le Marché des dons en Suisse 2024, Swissfundraising

6 Statistiques des dons, Fondation Zewo, 2024



L'activité d'intérêt public améliore la vie de ceux qui vont moins bien et contribue à créer un monde meilleur.

Analyse de la communication globale (INKA) de Media Focus et Swissfundraising

Les organisations à but non lucratif entre portée et pertinence

Le dernier rapport annuel sur la présence médiatique des organisations à but non lucratif (OBNL) en Suisse montre que si la valeur globale de la communication diminue légèrement, les contenus propres et les réseaux sociaux gagnent en importance. Les OBNL se trouvent dans une phase de transition en matière de communication, entre le travail médiatique classique, la publicité payante et l'approche directe de la communauté.

Par Roger Tinner



Roger Tinner
est le directeur de Swissfundraising, l'organisation professionnelle des spécialistes en recherche de fonds en Suisse.

Pour la troisième fois déjà, Mediafocus 2024/2025 a réalisé l'analyse intégrale de la communication (INKA) pour Swissfundraising et une vingtaine d'OBNL. La période d'analyse s'étend du 1er avril 2024 au 31 mars 2025. La visibilité publique des organisations d'entraide en Suisse est restée élevée pendant cette période, mais sa structure a considérablement changé.

Légère baisse, mais perception stable

Au total, la valeur de communication mesurée a diminué d'un peu plus d'un pour cent pour s'établir à 105,5 millions de francs. Le volume de la présence médiatique reste donc pratiquement stable. On note toutefois un recul notable de la couverture médiatique en ligne, dont la valeur a baissé de près de quatre millions de francs par rapport à l'année précédente (part de la présence totale d'un peu plus de 35%). En revanche, la presse écrite et l'affichage extérieur (OOH) se montrent plus résistants: ils continuent de constituer l'épine dorsale de la communication des OBNL dans le domaine payant.

L'indice de réputation est positif: le sentiment général dans la couverture médiatique s'améliore légèrement. Les gros titres négatifs qui avaient suscité des irritations l'année précédente se sont largement estompés. De nombreuses organisations ont manifestement appris à gérer la communication de crise de manière plus profession-

nelle et à cibler davantage les thèmes abordés.

Réseaux sociaux: une croissance limitée

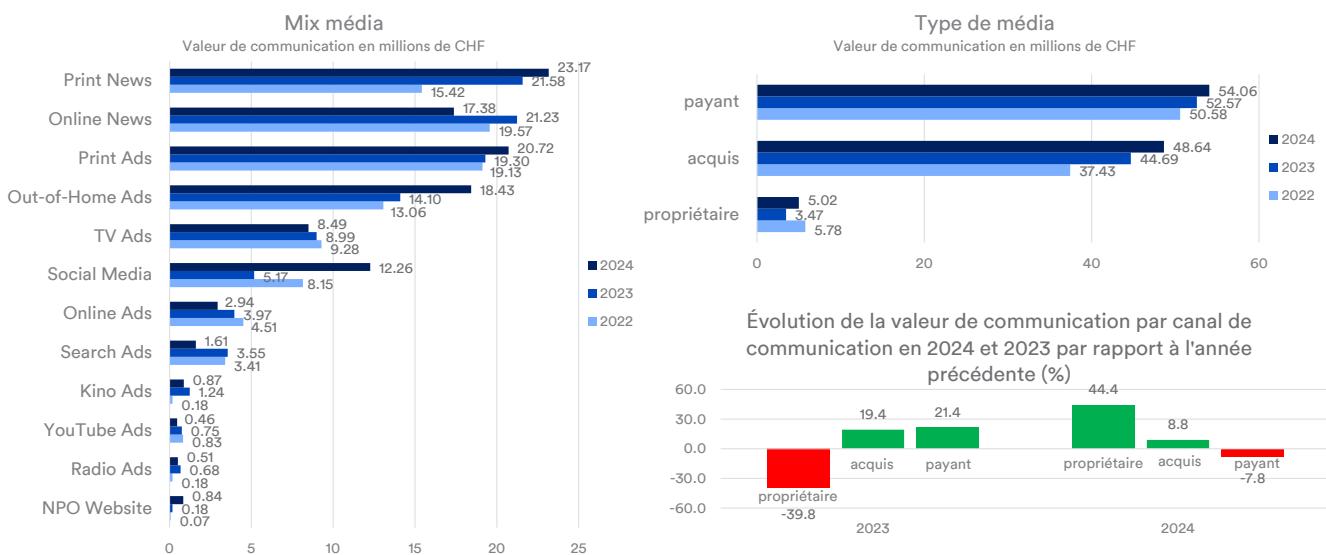
Le domaine des réseaux sociaux connaît une évolution particulièrement dynamique. La valeur de communication y a augmenté de près de 45%, soit la plus forte hausse de tous les canaux. Il est frappant de constater que les OBNL misent de plus en plus sur leurs propres comptes pour diffuser directement leurs messages. Bien que la valeur soit encore inférieure à celle de l'année record 2022/23, la tendance à une communication autodéterminée est clairement perceptible.

Dans le même temps, il apparaît que la portée seule ne remplace pas la crédibilité. Alors que les grands thèmes internationaux tels que les conflits ou les crises humanitaires bénéficient d'une grande visibilité, les organisations plus petites ou ancrées localement ont du mal à se faire entendre dans le flot numérique. La concurrence pour attirer l'attention s'est encore intensifiée sur les réseaux sociaux.

Les médias payants perdent de leur importance

Après une forte augmentation l'année précédente, le secteur des médias payants a de nouveau reculé d'environ 8% en 2024/25. Néanmoins, avec 51%, la publicité payante continue de

Graphique 1 : Mix média et type de média



La comparaison avec l'année précédente dans le mix média montre une forte augmentation des médias propres (au niveau de 2022/23) en 2024/25, tandis que les médias payants et gagnés augmentent moins fortement que l'année précédente.

représenter la plus grande part de la présence médiatique totale. La presse écrite et l'affichage extérieur sont particulièrement forts, générant ensemble près de 90% de la pression publique brûlante. La publicité télévisée reste une niche, tandis que la radio et le cinéma jouent un rôle secondaire.

Le secteur numérique payant, c'est-à-dire les publicités en ligne, sur les moteurs de recherche et sur YouTube, ne génère qu'environ un dixième de la valeur de communication. C'est là que réside le défi structurel: alors que les canaux classiques offrent une portée fiable, le secteur numérique manque souvent de ressources et de clarté stratégique pour gérer efficacement les campagnes.

Médias acquis : la confiance reste la devise

Avec une part de 44%, la couverture éditoriale (médias acquis) reste un pi-

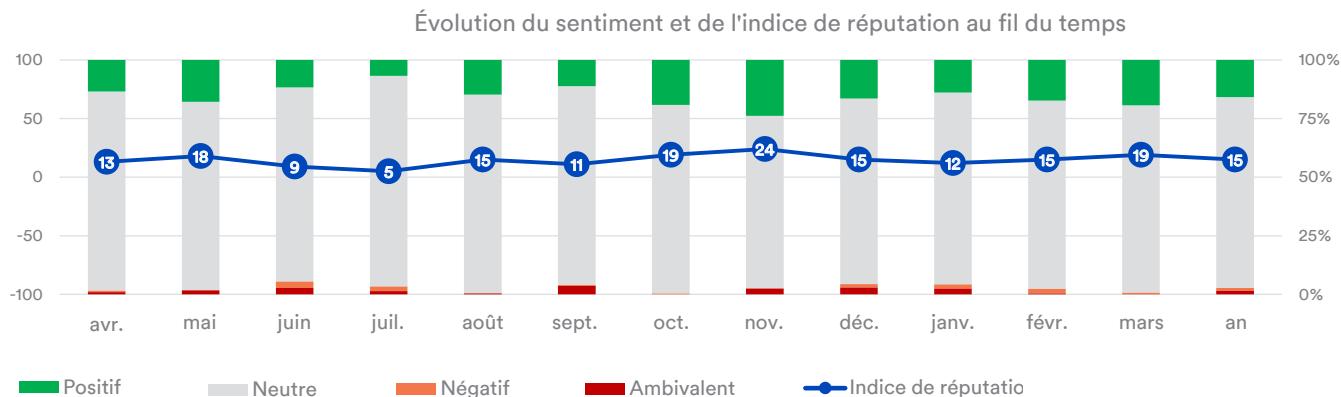
lier central de la communication. Les médias imprimés fournissent près de la moitié de la valeur de communication, les médias en ligne un peu plus d'un tiers. Les thèmes d'importance internationale, tels que les conflits ou les questions climatiques, dominent le paysage médiatique, souvent en lien avec des mentions de grandes organisations bien établies. Les thèmes nationaux et régionaux jouent surtout un rôle dans la presse locale.

Le recul des valeurs des actualités en ligne indique que la concurrence pour attirer l'attention des journalistes s'intensifie. Les valeurs de communication les plus élevées des différentes organisations se situent ici entre 1,85 et 3 millions. Dans le même temps, selon l'analyse Media Focus, le ton des reportages est devenu globalement plus positif, ce qui indique que la confiance et la réputation du secteur ont de nouveau augmenté.

Médias propriétaires : contrôle de son propre récit

Avec une part de 5%, le domaine de médias propriétaires reste certes quantitativement faible, mais gagne en importance sur le plan qualitatif. Les canaux propres - sites web, blogs, newsletters - permettent aux OBNL de contrôler directement leurs contenus. Les organisations internationales ayant une grande portée sur les réseaux sociaux profitent particulièrement du fait qu'elles peuvent diffuser leurs messages indépendamment des rédactions. Le défi consiste à concevoir ces contenus de manière à ce qu'ils informent, mais aussi qu'ils engagent. Les principales plateformes de réseaux sociaux pour les OBNL restent Instagram (59% de la valeur de communication dans le domaine des réseaux sociaux) et Facebook (37%), les autres canaux tels que LinkedIn, X/Twitter et YouTube ne représentant ensemble que 3%!

Graphique 2: Sentiment au fil du temps



La couverture médiatique des OBNL est globalement plus positive que l'année dernière à la même période, l'indice de réputation restant toujours positif (indice de réputation de -100 à +100, une couverture « neutre » ou « ambivalente » donne un indice de 0).

Entre attitude et attention

En termes de contenu, les thèmes de l'environnement, de l'aide humanitaire et de la justice sociale continuent de dominer. Mais si l'agenda thématique reste largement inchangé, la manière dont les OBNL transmettent leurs messages évolue. Il ne s'agit plus seulement de visibilité, mais surtout de résonance. Un post qui est partagé, un rapport qui suscite des discussions ou une campagne qui modifie les comportements: tout cela compte aujourd'hui plus que la simple présence dans les médias. Le rapport montre que les OBNL ont pris conscience de ce changement de paradigme, même si sa mise en œuvre n'est pas encore couronnée de succès partout.

Conclusion: la communication en mutation

Le paysage de la communication des OBNL reste en pleine mutation: les médias sociaux gagnent en importance, les médias payants se différencient, les médias acquis deviennent plus sélectifs. L'étude montre clairement que les OBNL opèrent dans un champ de tensions: entre la nécessité de générer de la portée et l'exigence de rester crédibles. Celles qui parviennent à concilier les deux – attention et authenticité – continueront sans doute à se faire entendre à l'avenir.

L'étude se poursuit

L'étude INKA en est maintenant à sa quatrième année et fournit des informations supplémentaires, notamment dans les comparaisons annuelles. Alors que les conclusions générales sur le marché ont plutôt confirmé les évaluations précédentes des experts, les résultats individuels des OBNL sont parfois très surprenants. Quoi qu'il en soit, cet outil de référence fournit des résultats (chiffrés) « concrets » qui devraient être utiles pour les stratégies de communication des OBNL participantes – et, par conséquent, pour leurs stratégies de collecte de fonds.

Ouvert à d'autres OBNL en tant que participants

L'analyse intégrale de la communication (INKA) offre aux OBNL une vue à 360 degrés de l'empreinte publicitaire et communicative de leur propre marque dans un environnement concurrentiel. Media Focus Suisse effectue cette analyse pour le compte de Swissfundraising depuis 2022 pour le marché suisse des OBNL.

INKA s'intéresse à la question centrale suivante: « Qui fait de la publicité ou communique quoi, où, quand, comment, pendant combien de temps et avec quelle intensité? » Les analyses portent sur les médias payants, les médias acquis et les médias propriétaires. INKA est un outil de référence qui montre aux OBNL comment ils sont présents dans les médias par rapport à leurs concurrents. Les résultats

sont disponibles en continu dans un tableau de bord virtuel (mis à jour chaque trimestre) et sont résumés dans un rapport annuel.

La participation coûte environ 6500 CHF par OBNL. Les OBNL intéressées peuvent s'inscrire directement auprès de Swissfundraising (info@swissfundraising.org).

Sondage Zewo sur un sujet d'actualité

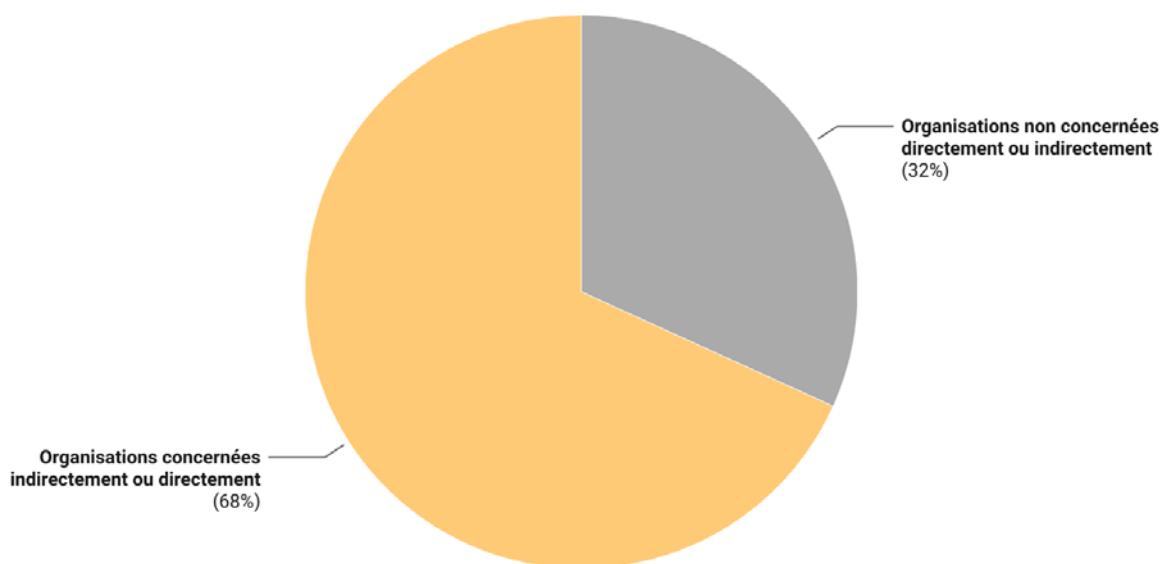
Réductions dans l'aide publique au développement

Deux tiers des organisations d'entraide certifiées Zewo actives à l'international sont touchées par les coupes budgétaires de l'État dans le domaine de la coopération au développement ou s'attendent à en subir prochainement. Les trois quarts ont déjà réagi, principalement en réduisant ou en arrêtant des projets sur le terrain. Une partie des organisations s'est également vue contrainte de supprimer des emplois dans les pays où elles mènent des projets (28%) et en Suisse (22%).

Par Martina Ziegerer, Céline Bertet und Bernadett Gal, Fondation Zewo

Graphique 1: Impact sur les organisations d'entraide internationales certifiées Zewo

Question: Votre organisation est-elle déjà concernée par les réductions (attendues) de la coopération internationale au développement ou pensez-vous que votre organisation sera touchée directement ou indirectement prochainement?



N=107

Graphique : © Fondation Zewo, source : Zewo Statistique des dons 2024

Les réductions des contributions publiques aux États-Unis, en Europe et en Suisse pour la coopération internationale ont également un impact sur les organisations certifiées. Au 31 décembre 2024, 507 organisations étaient certifiées Zewo, dont 139 qui sont principalement actives à l'international. La grande majorité d'entre elles s'engage dans la coopération au développement.

Ces 139 organisations ont été invitées, dans le cadre du questionnaire

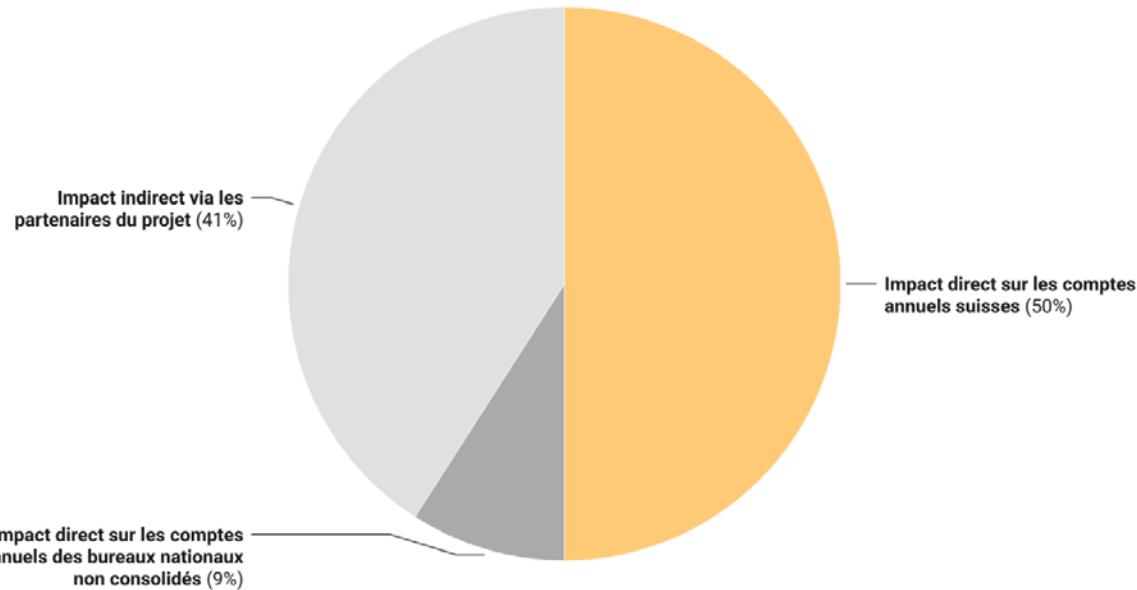
pour la statistique des dons 2024, à répondre à des questions supplémentaires concernant la réduction des fonds publics. 107 organisations ont répondu entièrement ou partiellement à ces questions, ce qui correspond à un excellent **taux de réponse de 76%**. Les réponses offrent une bonne image de la situation actuelle des organisations certifiées Zewo actives dans la coopération internationale ou dans l'aide humanitaire.

Deux organisations d'entraide certifiées Zewo sur trois actives à l'international sont concernées

Deux tiers des organisations ayant répondu au questionnaire au deuxième trimestre 2025 sont déjà directement ou indirectement touchées par des réductions de contributions publiques ou s'attendent à l'être prochainement. Elles en ressentent des effets concrets

Graphique 2: Comment les organisations d'entraide dans la coopération au développement certifiées Zewo sont touchées par la réduction des contributions publiques

Question: Votre organisation est-elle déjà concernée par les réductions (attendues) de la coopération internationale au développement ou pensez-vous que votre organisation sera touchée directement ou indirectement prochainement ?



N=73

Graphique : © Fondation Zewo, source : Zewo Statistique des dons 2024

et s'attendent à devoir relever les défis correspondants.

Pour la moitié des organisations concernées, les réductions se répercutent directement dans les comptes annuels en Suisse. Les pertes financières estimées vont de montants négligeables à des sommes vitales pour leur existence. Si les grandes organisations sont plus fortement touchées en valeur absolue, la réduction représente toutefois une partie moins importante de leurs revenus totaux que pour les petites et moyennes organisations. Pour les trois prochaines années, la majorité des organisations directement touchées s'attendent à ce que les réductions les concernant demeurent stables.

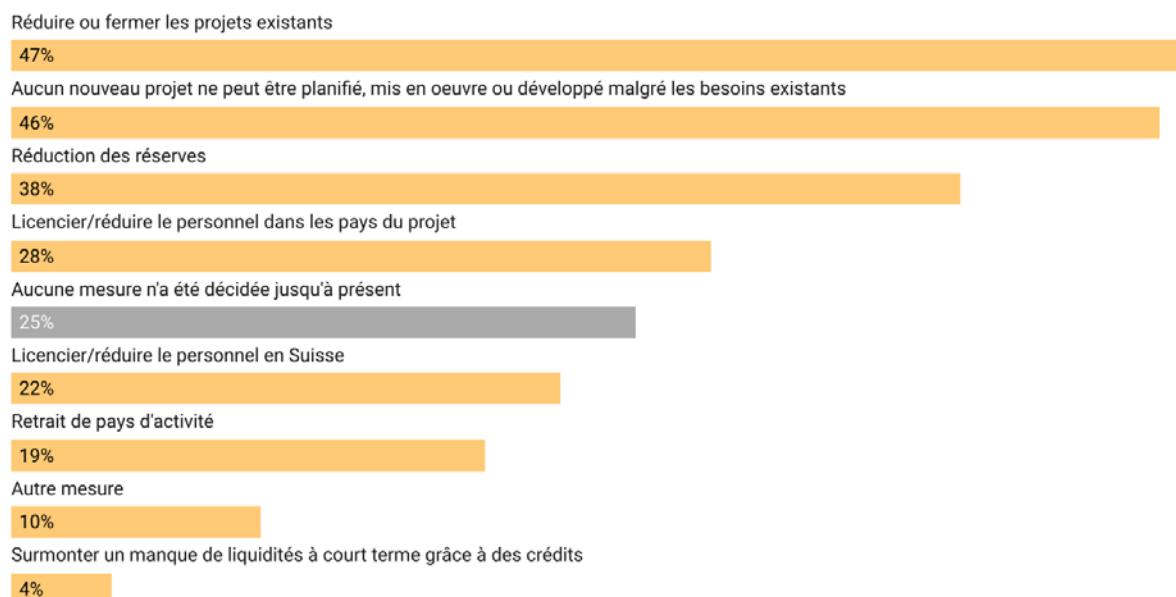
En plus des effets directs, deux organisations sur cinq rapportent être également affectées indirectement par l'intermédiaire de leurs partenaires de projet. Près d'une organisation sur dix enregistre par ailleurs des réductions dans les comptes annuels non consolidés de ses bureaux locaux. Près de la moitié des organisations concernées indiquent plusieurs impacts – par exemple à la fois directement dans leurs comptes annuels et indirectement via des partenaires de projet.

Comment les organisations d'entraide réagissent aux coupes budgétaires

Trois sur quatre des organisations certifiées Zewo concernées ont déjà réagi aux réductions et pris les mesures qui s'imposent. Une organisation sur quatre, en revanche, n'a jusqu'à présent entrepris aucune démarche. Près de la moitié des organisations concernées mettent en œuvre les mesures directement dans les pays des projets. Elles réduisent ou mettent fin à leurs projets sur place, ou n'en lancent pas de nouveaux malgré les besoins existants. Il apparaît ainsi clairement que les coupes dans la coopération internationale au développement affectent en premier lieu le travail concret sur le terrain. Pour compenser les pertes financières, 38% des organisations touchées ont déjà dû puiser dans leurs réserves. Une partie d'entre elles a également été contrainte de réduire des postes, soit dans les pays où les projets sont mis en œuvre (28%), soit en Suisse (22%). Seules environ 4% ont jusqu'à présent été contraintes de contracter des crédits afin d'éviter des problèmes de liquidité.

Graphique 3: Mesures déjà prises

Question: Votre organisation a-t-elle dû, à ce jour, décider d'une ou plusieurs des mesures énumérées en raison des coupes budgétaires?



N=72

Graphique : © Fondation Zewo, source : Zewo Statistique des dons 2024

Interrogées sur le potentiel des mesures permettant de faire face aux réductions, les organisations estiment particulièrement prometteuse l'intensification du fundraising institutionnel. Trois sur quatre des organisations concernées évaluent le potentiel de cette action comme moyen ou élevé. Toutefois, près d'un quart ne se prononcent pas, ce qui laisse supposer qu'elles ont du mal à évaluer ce potentiel faute d'expérience dans ce domaine.

Plus de 80% voient un potentiel moyen ou élevé dans de nouvelles coopérations ou dans l'élargissement de partenariats existants avec des entreprises, ainsi que dans le développement de la collecte de fonds auprès du grand public. Les répondants se montrent en revanche plus réservés quant aux possibilités d'obtenir des fonds publics supplémentaires. Néanmoins, trois organisations sur quatre estiment qu'il existe au moins un potentiel moyen dans ce domaine également.

Le potentiel de compensation n'est toutefois pas perçu uniquement du côté des recettes: quatre organisations sur cinq identifient un potentiel moyen à élevé pour accroître leur efficacité.

Évaluation des risques

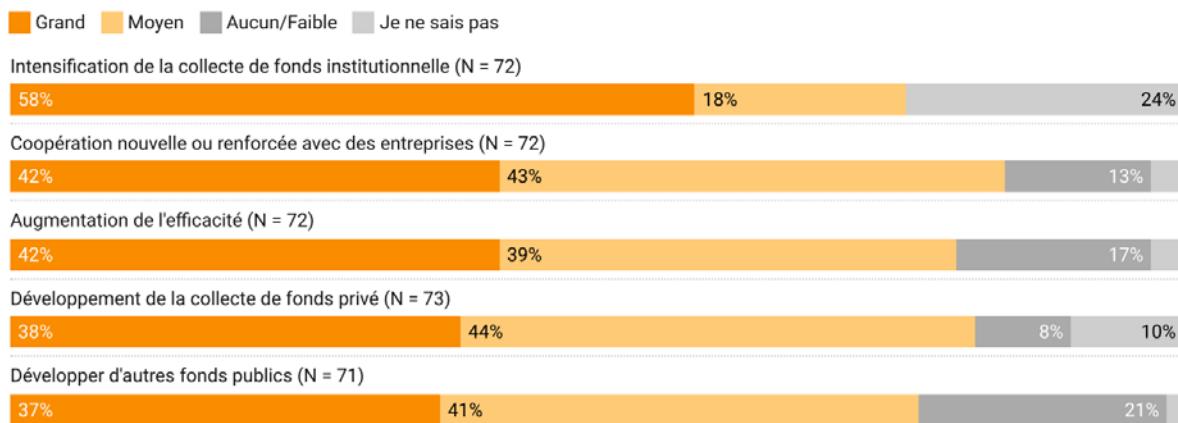
Indépendamment du fait qu'elles soient elles-mêmes concernées par les réductions ou non, les organisations d'entraide actives à l'international ont été invitées à évaluer les risques et opportunités potentiels liés à ces coupes.

Près de trois sur quatre des organisations répondantes voient un risque moyen à élevé d'une diminution de la solidarité au sein de la population et de la disparition d'organisations d'entraide internationales. L'éventuel affaiblissement du secteur non lucratif au-delà même de la coopération internationale au développement est également perçu comme préoccupant: 63 % des organisations estiment ce risque moyen ou élevé.

Près de la moitié des organisations répondantes considèrent l'augmentation des conflits et des troubles mondiaux ainsi que l'accroissement des inégalités globales comme un risque moyen ou élevé. Toutefois, l'évaluation de l'évolution mondiale s'est révélée difficile pour les organisations interrogées, comme en témoigne la forte proportion de réponses «Je ne sais pas».

Graphique 4: Évaluation du potentiel des mesures

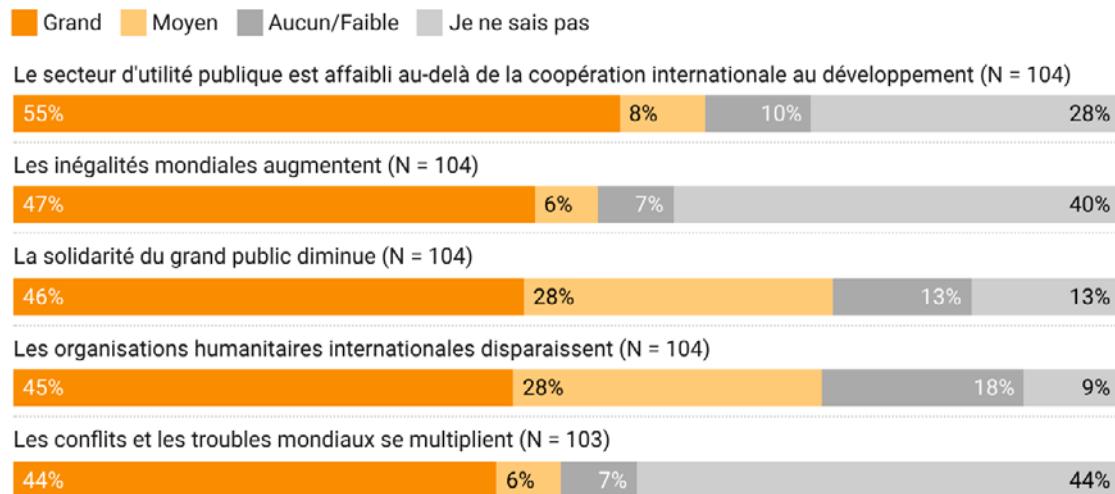
Question: Comment évaluez-vous, pour votre organisation, le potentiel des mesures suivantes pour compenser le manque de fonds?



Graphique : © Fondation Zewo, source : Zewo Statistique des dons 2024

Graphique 5: Évaluation des risques de cette évolution mondiale

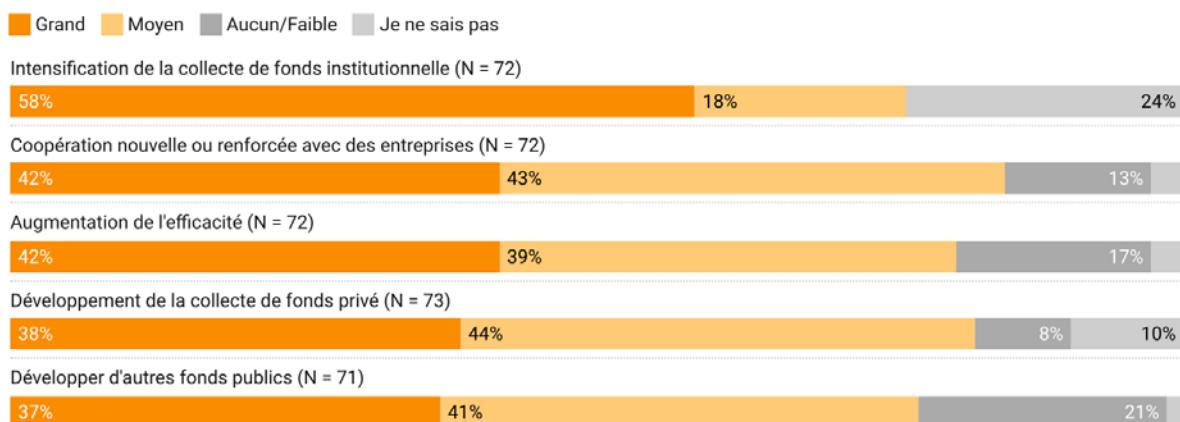
Question: Comment évaluez-vous les risques suivants de cette évolution mondiale?



Graphique : © Fondation Zewo, source : Zewo Statistique des dons 2024

Graphique 6: Évaluation des opportunités de cette évolution mondiale

Question: Comment évaluez-vous les opportunités suivantes de ce développement mondial?



Graphique : © Fondation Zewo, source : Zewo Statistique des dons 2024

Évaluation des opportunités

L'évaluation des opportunités a été nettement plus facile pour les organisations. Neuf sur dix des organisations répondantes voient une opportunité moyenne à élevée pour que les organisations internationales deviennent plus efficientes, plus efficaces ou plus ciblées – et plus de 80% considèrent également comme une opportunité de même ampleur que les pays du Sud deviennent moins dépendants de la coopération au développement.

Un nombre à peu près égal d'organisations voient l'opportunité d'un renforcement de la solidarité au sein de la population et d'une plus grande visibilité de la pertinence du secteur associatif privé. Et cela, bien que la plupart d'entre elles perçoivent également le risque inverse, à savoir une diminution de la solidarité dans la population. La suite des développements dépendra probablement de divers facteurs, notamment de la communication et du comportement des organisations d'entraide elles-mêmes. Le fait que d'autres acteurs, comme l'écono-

mie, assument davantage des responsabilités est perçu un peu moins clairement comme une opportunité. Malgré la forte atteinte du secteur par les coupes, les organisations actives à l'international regardent globalement l'avenir avec une certaine confiance.

Statistiques des dons Zewo 2024

Les statistiques complètes sont disponibles sur le site web : <https://zewo.ch/fr/statistiques-des-dons/>

Commentaire

Les États se retirent – l'Armée du Salut reste

À l'instar d'autres organisations caritatives, l'Armée du Salut constate également un effritement de la solidarité au niveau étatique dans le domaine de la coopération au développement. Dans l'ombre de Trump, de nombreux États européens, dont la Suisse, profitent de la conjoncture politique pour réduire leurs budgets. L'Armée du Salut craint que le travail de développement ne se réduise à un patchwork d'aide humanitaire d'urgence. Les ONG ne doivent pas accepter cela sans réagir.



Markus Häfliger, responsable Public Affairs, Fondation Armée du Salut Suisse (à gauche); **André Chatelain** et **Stefan Häderli**, communication et collecte de fonds, Fondation Armée du Salut Suisse (au centre, à droite)

Krayzie Heroda regarde au-delà du champ en direction d'un immense tas d'ordures. Derrière elle se trouvent de petites cabanes en tôle ondulée. Elle vit à Pinalagad, un bidonville de la mégapole philippine de Manille. Âgée de moins de 18 ans, orpheline de père depuis sa naissance, victime de violences sexuelles, enceinte, élevée dans des foyers, Krayzie vit dans un bidonville fait de déchets et de pauvreté.

Un projet de la Fondation Armée du Salut Suisse et la grande volonté de Krayzie lui permettent d'obtenir son diplôme scolaire. Elle est prise en charge, surmonte son passé, découvre le concept d'avenir et d'une vie dans la dignité. Une histoire qui prouve que les organisations humanitaires changent la vie de millions de personnes dans le monde entier. Et pourtant, la coopération internationale au développement est confrontée à des vents contraires.

Des coupes budgétaires dramatiques

Inefficace, corrompue, sans impact, trop coûteuse : la coopération au développement est souvent accusée de tous les maux. Il est difficile de comprendre comment cette image s'est construite et maintenue. En Suisse, les organisations d'entraide doivent prouver et documenter de manière transparente l'utilité sociale de chaque franc investi – plus qu'ailleurs.

La coopération au développement à long terme vise à permettre aux personnes concernées d'améliorer leurs conditions de vie. Il s'agit en somme d'« aider les gens à s'aider eux-mêmes ». Lorsque l'auto-assistance s'avère difficile, voire impossible, un soutien supplémentaire est apporté, par exemple pour faire face aux conséquences du changement climatique. Bien qu'ils y

aient peu contribué, les pays du Sud en subissent les conséquences avec une violence qui met leur existence en péril : dans leurs sols, dans leurs assiettes et sous la forme de catastrophes naturelles. Jusqu'à présent, le soutien apporté à ces populations était le fruit d'une solidarité internationale – peut-être trop souvent considérée comme acquise.

Cette solidarité s'effrite et se désagrège – en 2025, de manière sans doute plus dramatique que jamais depuis la Seconde Guerre mondiale. Les pays occidentaux réduisent ou mettent fin à leurs programmes d'aide, en particulier les États-Unis. Le gouvernement de Donald Trump a réduit de plus de 80% le budget de 60 milliards de dollars alloué à l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) pour 2025. En juillet, l'USAID a été pratiquement fermée. En raison

de ces coupes budgétaires, les experts prévoient des millions de morts supplémentaires dans le monde.

Il semble que les États-Unis aient rendu acceptable le démantèlement de la solidarité internationale. D'autres pays occidentaux y voient une autorisation morale à faire de même. L'Allemagne, la France, le Canada, la Suède ou les Pays-Bas ont décidé ou prévoient des réductions, même si elles sont moins drastiques que celles des États-Unis.

630 000 personnes touchées

La Suisse suit également le mouvement. De nombreux chiffres sont avancés, dont l'interprétation est complexe. Une chose est sûre: le Parlement a d'abord réduit de 151 millions de francs le crédit-cadre de la stratégie de coopération internationale (CI) 2025-2028, puis a supprimé 110 millions supplémentaires dans le budget 2025.

Et cela devrait continuer ainsi. Dans le cadre du programme d'économies mis en œuvre par la ministre des Finances Karin Keller-Sutter, la CI devrait subir d'autres coupes d'au moins 321 millions d'ici 2028, selon le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE).

En raison de ces coupes budgétaires, la Direction du développement et de la coopération (DDC) se retirera complètement de certains pays prioritaires tels que l'Albanie, le Bangladesh ou la Zambie. Les contributions suisses aux organisations multilatérales sont également concernées. Cela signifie, par exemple, moins de fonds pour la prévention du VIH et moins de projets de l'Unicef en faveur des droits des enfants.

Dans le même temps, cela signifie également moins d'argent pour les ONG suisses. Le soutien de la DDC a déjà été réduit cette année. L'association Alliance Sud estime que les organisations caritatives suisses toucheront ainsi environ 630 000 personnes de moins avec leurs programmes à l'avenir. Même les organisations caritatives suisses font déjà état de projets suspendus.

L'exemple de l'Armée du Salut

Le département de coopération internationale de l'Armée du Salut Suisse soutient chaque année environ 300 000 personnes dans plus d'une douzaine de pays partenaires en Afrique, en Amérique latine et en Asie. Mais lui aussi ressent les effets de ces réductions. Les contributions de la DDC, versées via la Communauté de coopération (KoGe), ont diminué de 10,5% par rapport à l'an dernier. D'autres coupes pourraient suivre.

Nous n'avons pas encore dû annuler de projets. En effet, notre travail n'a aucun lien direct avec l'USAID. Sur le plan financier, le fait que le département Développement international de l'Armée du Salut soit de plus en plus considéré comme un partenaire par les donateurs privés et institutionnels a un effet positif. Ainsi, à l'instar d'autres ONG, nous essayons de compenser au moins en partie la baisse des subventions fédérales par d'autres sources de financement.

Nous partons toutefois du principe que les conséquences de la nouvelle politique de solidarité occidentale sont encore à venir. À l'avenir, les organisations humanitaires non gouvernementales devront probablement intervenir davantage là où les fonds publics sont supprimés. En République démocratique du Congo, par exemple, l'Armée du Salut gère plusieurs centres de santé et cliniques dans lesquels travaillent également des employés du ministère de la Santé. Jusqu'à présent, l'USAID fournissait des médicaments gratuits. Il n'est pas certain que le gouvernement dispose des ressources nécessaires pour combler ces lacunes et continuer à payer tous les fonctionnaires à l'avenir.

Cela nous inquiète beaucoup. Nous observons un changement de paradigme orchestré par la politique, qui s'éloigne d'un développement axé sur la communauté pour se diriger vers un patchwork d'aide humanitaire d'urgence. Il s'agit peut-être encore de sauver des vies, plutôt que d'aider à développer l'autonomie.

Ancrée localement, connectée globalement

De nombreuses ONG suisses, grandes et petites, s'opposent à cette tendance mondiale à la dégradation. Elles feront tout leur possible pour continuer à aider les populations à s'aider elles-mêmes, à lutter contre la pauvreté et à améliorer les conditions de vie des personnes touchées.

L'Armée du Salut continuera également à assumer ses responsabilités. Notre organisation est présente et active dans 134 pays - ancrée localement, connectée mondialement.

Un infirmier d'un centre de santé en Zambie nous a récemment raconté l'histoire suivante: avant que notre projet d'approvisionnement en eau ne fournisse de l'eau potable à la communauté, les femmes enceintes devaient apporter leur propre eau pour accoucher. De l'eau sale qu'elles devaient transporter sur des kilomètres, alors qu'elles étaient en fin de grossesse.

L'Armée du Salut reste également au Bangladesh et en Zambie, d'où la DDC se retire. Et elle reste dans des contextes fragiles comme Haïti, le Congo ou le Myanmar. De là, nous avons récemment reçu une photo d'un collaborateur qui avait grimpé avec audace dans un arbre et tendait une antenne vers le ciel. Ce n'est qu'au-dessus de la cime des arbres qu'il a pu capter un signal suffisant pour obtenir une connexion Internet stable. Nous avons ainsi reçu nos rapports de projet à temps à Berne.

Mais nous avons également décidé d'assumer davantage nos responsabilités en matière de communication. La coopération internationale au développement dans son ensemble doit à nouveau réussir à lutter contre l'image d'une aide trop coûteuse, inefficace et corrompue. Nous ne pouvons pas nous permettre de donner l'impression d'être gaspilleurs, même si ce n'est pas le cas. Car notre ambition reste la même: nous voulons penser à long terme et défendre une vie digne pour tous. Parce que nous sommes convaincus que des personnes comme Krayzie, qui vit dans un quartier pauvre des Philippines, méritent mieux qu'une survie précaire dans les ordures.

Commentaire

Domaine de l'asile – L'humanité et l'esprit d'entraide comptent

La volonté d'aider et de s'engager personnellement et financièrement est très forte en Suisse. Le discours politique s'est toutefois durci, en particulier dans le domaine de l'asile. L'engagement des militant·es et des ONG est également de plus en plus critiqué dans ce domaine.

Par Alexandra Karle



Alexandra Karle

est directrice d'Amnesty International Suisse. Elle a auparavant travaillé comme journaliste pour la radio, la télévision et divers médias du groupe NZZ.

Le Conseil fédéral souhaite venir en aide à vingt enfants palestiniens blessés et les accueillir en Suisse. Ils seront soignés dans des hôpitaux suisses. Bâle et Genève se sont déclarées prêtes à accueillir les enfants et leurs accompagnants. De telles nouvelles sont devenues rares au vu de l'évolution politique. Même si le chiffre de 20 semble faible au regard du million d'enfants qui souffrent dans la bande de Gaza, il s'agit là d'un signe de solidarité et d'humanité.

Le droit d'asile est de plus en plus restreint

Mais quelque chose a changé dans la Suisse humanitaire, un label dont nous sommes fiers. Le Comité international de la Croix-Rouge a été fondé ici, les Conventions de Genève constituent la base du droit international humanitaire, le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a son siège à Genève. Si l'on examine l'évolution de la politique d'asile et de migration au cours des dix dernières années, l'aspect humanitaire passe de plus en plus au second plan. Le droit d'asile est également de plus en plus restreint dans notre pays. Cela est dû, d'une part, au durcissement du droit d'asile dans

l'Union européenne, que nous devons adopter pour rester dans le système Schengen. Mais de nombreuses restrictions sont également exigées par le Parlement suisse, qui a été élu par nous, électeurs et électrices.

Quoiqu'il en soit, la Suisse a repris son programme de réinstallation («resettlement») après l'avoir suspendu en avril 2023. Au cours des deux prochaines années, environ 800 réfugiés ayant des besoins particuliers seront autorisés à venir en Suisse. Mais il y a eu aussi de nouveaux renvois, même vers l'Afghanistan, où l'arbitraire juridique et l'impunité règnent toujours depuis la prise du pouvoir par les talibans et où les femmes sont systématiquement opprimées. Les hommes sont également persécutés et emprisonnés s'ils critiquent les dirigeants. Néanmoins, à la mi-août, la Suisse a mené des discussions directes avec les talibans au sujet du renvoi de criminels afghans, bien que ceux-ci soient soumis au droit pénal suisse. Les renvois vers l'Afghanistan violent le principe de non-refoulement, c'est-à-dire le droit international: les demandeurs d'asile ne peuvent être renvoyés dans des pays où ils risquent d'être persécutés, torturés ou même tués.

Le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes critique la Suisse

En l'espace de deux mois seulement, la Suisse a été réprimandée à trois reprises par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes de l'ONU (CEDAW) pour ne pas protéger suffisamment les femmes victimes de violences sexistes. Ainsi, deux femmes afghanes doivent être renvoyées en Grèce, alors qu'elles ont été victimes de violences domestiques et sexuelles graves et ont été mariées de force. Lors de leur fuite vers l'Europe et en Grèce, elles ont subi d'autres mauvais traitements. Bien qu'elles aient obtenu le statut de réfugiées en Grèce, elles y sont restées sans protection ni soutien et ont continué à être en danger. En Suisse, leurs demandes d'asile n'ont toutefois pas été examinées – elles devraient désormais être renvoyées en vertu du règlement de Dublin. Amnesty International se mobilise en faveur de ces femmes.

Certains partis se sont prononcés au Parlement en faveur d'une restriction du statut de protection S pour les Ukrainiens, du moins pour tous ceux qui ne proviennent pas des zones occupées par la Russie ou où des combats ont lieu. Or, la guerre en Ukraine continue de faire rage dans toutes les régions du pays. Chaque jour, des civils meurent sous les frappes des drones russes. Il n'y a pas de régions sûres.

La Suisse est liée par la Convention de Genève relative au statut des réfugiés

Pourquoi donc ces appels à un traitement plus sévère des réfugiés? Le nombre de demandeurs d'asile en Suisse diminue continuellement, les centres fédéraux d'asile ne sont pas utilisés à pleine capacité. Le droit d'asile est accordé à toute personne qui remplit les critères requis. L'asile ne peut être accordé ou refusé en fonction de l'opinion publique. En signant la Convention de Genève relative au statut des réfugiés, la Suisse s'est engagée à accorder une protection aux personnes. Néanmoins, un discours s'est imposé, qui désigne les réfugiés comme la cause de nombreux pro-

blèmes et ne les considère plus comme ce qu'ils sont: des personnes qui, sans en être responsables, ont dû quitter leur pays d'origine en raison de la guerre, de la famine ou de la persécution et qui cherchent une protection.

En 2015 et 2016, une grande vague de solidarité a déferlé sur l'Europe. La déclaration de l'ancienne chancelière allemande Angela Merkel «Wir schaffen das (Nous y arriverons)» a d'abord eu un effet motivant dans toute l'Europe face à la terrible guerre en Syrie. Une évolution qui était une épine dans le pied de l'extrême droite européenne. Celle-ci a immédiatement lancé une attaque sans précédent contre le droit des réfugiés et donc contre les droits humains, comme l'analyse la politologue autrichienne Natascha Strobel dans le dernier numéro du magazine Amnesty. La période de solidarité a été réinterprétée comme «l'heure zéro» de l'échec européen, le début d'une «invasion» de personnes qui «menaceraient notre sécurité» et «surchargerait nos systèmes sociaux». Les politiciens conservateurs de toute l'Europe ont suivi cette ligne et ont profité de l'insécurité des citoyens face aux crises mondiales et aux défis économiques pour attiser la peur et désigner des «coupables». Le pacte sur l'asile de l'Union européenne tient compte de cette évolution en durcissant le droit d'asile et en externalisant les procédures d'asile vers des pays tiers. L'administration Trump souhaite même supprimer complètement le droit d'asile.

Défendre la dignité des personnes réfugiées

Amnesty International s'engage, avec d'autres organisations et de nombreuses personnes engagées au niveau international et en Suisse, pour les droits et la dignité des réfugiés et défend le droit d'asile. Les décisions de justice confirment souvent les critiques des ONG à l'égard des décisions d'asile. Cela devrait conduire les autorités à adapter leurs pratiques afin de les rendre conformes aux droits humains.

Mais l'engagement de la société civile est également de plus en plus la cible d'attaques politiques de la part

de certains milieux politiques. Les organisations de défense des droits humains sont qualifiées de «gauchistes» et leurs activités sont remises en question. Les ONG sont généralement accusées d'agir contre les intérêts de leur propre pays et d'être devenues trop influentes. Leur statut d'utilité publique et l'exonération fiscale qui y est associée sont remis en cause, et leur financement est remis en question. Les personnes qui aident les réfugiés sont criminalisées et menacées, les actions solidaires sont dénoncées, en particulier sur les réseaux sociaux. Cela a un effet intimidant sur les personnes engagées qui souhaitent s'exprimer publiquement. Défendre les demandeurs d'asile et les migrant·e·s devient un risque social et personnel.

Agir dans l'esprit d'une Suisse humanitaire

Face à ces évolutions politiques, de nombreuses ONG constatent qu'il leur est de plus en plus difficile de collecter des dons pour financer leur engagement dans le domaine de l'asile et de la migration. Elles assument pourtant des tâches qui devraient en réalité incomber à l'État et qui visent à améliorer la protection et l'intégration des personnes réfugiées. Ne laissons pas un discours politique exacerbé nous priver de notre humanité. L'humanité et la servabilité sont nos forces. Agissons dans l'esprit d'une Suisse humanitaire et aidons ensemble les personnes qui ont besoin de protection, que ce soit par le vote, par des dons ou par un engagement personnel.

Commentaire

Les inégalités s'accentuent – l'aide sociale remise en question

Les organisations d'utilité publique qui soutiennent les personnes touchées par la pauvreté en Suisse sont actuellement soumises à une forte pression. Cette évolution s'explique principalement par la hausse marquée du coût de la vie au cours des dernières années. Les ménages à revenu modeste en sont particulièrement affectés.

Par Andreas Lustenberger



Andreas Lustenberger,
responsable du domaine Fondements et politique, membre de la direction de Caritas Suisse

Les services de consultation sociale de Caritas enregistrent depuis longtemps une très forte demande, difficile à satisfaire. De plus en plus de personnes en Suisse dépendent de denrées alimentaires et de produits de première nécessité proposés à prix réduit. En 2024, les magasins Caritas ont, pour la troisième fois consécutive, atteint un triste record du nombre d'achats. D'autres organisations font des constats similaires.

Même si l'inflation officielle s'est stabilisée depuis 2023, cela ne signifie pas pour autant une amélioration pour les personnes les plus démunies. Une inflation légèrement positive ne rend pas la vie quotidienne moins chère. Le coût de la vie reste élevé depuis le début de la guerre en Ukraine. L'indice national des prix à la consommation, publié chaque mois par l'Office fédéral de la statistique, exclut en outre un facteur essentiel: les primes d'assurance-maladie. Celles-ci devraient être, selon le Conseil fédéral, **28% plus élevées en 2026** qu'en 2022.

En Suisse, environ **700 000 personnes** sont considérées comme vivant dans la pauvreté, dont **100 000 enfants**. Ce chiffre est particulièrement élevé pour un pays à haut revenu. Déjà avant la pandémie de coronavirus, malgré une situation économique favorable, la pauvreté ne pouvait être ré-

uite. Dans le cadre de l'Agenda 2030 des Nations Unies pour le développement durable, la Suisse s'est engagée à lutter contre la pauvreté et à la réduire de manière significative — un objectif encore lointain.

Lutte pour la survie au-dessus du seuil officiel de pauvreté

Les statistiques officielles ne reflètent qu'une partie de la réalité sociale. Le calcul du minimum vital, base de la statistique de la pauvreté, suppose que les prestations de l'aide sociale suffisent à couvrir les besoins fondamentaux. Or, ce montant est aujourd'hui insuffisant pour vivre dignement. Du point de vue de Caritas, il est plus juste d'observer le risque de pauvreté, un indicateur harmonisé au niveau international.

Ainsi, **1,4 million de personnes** en Suisse sont considérées comme menacées de pauvreté. Si l'on tient compte de celles et ceux qui ne peuvent pas faire face à une dépense imprévue de 2500 francs, comme une grosse facture dentaire, encore davantage de personnes sont concernées, soit près de **20% de la population**. Les dépenses liées au logement et à la santé, y compris les primes d'assurance-maladie, absorbent environ la moitié du revenu brut des ménages les plus modestes.

Une crise du logement qui s'aggrave

La situation se détériore également dans le domaine du logement. La Suisse est à un cheveu d'une pénurie aiguë de logements à l'échelle nationale. En juin 2025, le taux de vacance n'était plus que de 1%, selon l'Office fédéral de la statistique. Si les disparités régionales demeurent importantes, la rareté touche désormais aussi les zones rurales. Pour les ménages à bas revenus, trouver un logement abordable relève du parcours du combattant. Beaucoup doivent s'installer en périphérie, ce qui entraîne de nouvelles difficultés selon la situation familiale ou professionnelle. Certains cantons et villes versent des allocations de loyer ou des aides pour les coûts énergétiques, mais ces mesures de soutien restent limitées.

Des familles particulièrement vulnérables et peu soutenues

Les familles ressentent particulièrement les effets de la hausse des coûts et présentent un risque de pauvreté supérieur à la moyenne. Les couples avec enfants vivent **deux fois plus souvent dans la pauvreté** que ceux sans enfants, et plus d'un quart des familles monoparentales disposent d'un revenu insuffisant. Une étude conjointe de la Haute école spécialisée bernoise et de Caritas a également montré que de nombreuses familles vivent juste au-dessus du seuil de pauvreté.

Les dépenses sociales destinées aux familles demeurent faibles: en 2022, elles représentaient **1,5% du produit intérieur brut**, nettement en dessous de la moyenne européenne. Il est encourageant que le canton de Fribourg ait récemment décidé d'introduire des **prestations complémentaires pour les familles**, à l'instar de Vaud, Genève, le Tessin et Soleure. Ces aides contribuent efficacement à soulager les familles menacées de pauvreté. En revanche, le financement de la garde d'enfants progresse lentement: le projet d'allocations pour la garde, adopté par le Conseil des États à l'automne 2025, reste insuffisant pour apporter un véritable allègement.

Quand le salaire ne suffit plus à vivre

Un emploi ne protège plus automatiquement contre la pauvreté. Environ **300 000 personnes actives** en Suisse gagnent trop peu pour vivre, soit près de **8% de la population active**. En comptant les membres de leur ménage, environ **700 000 personnes** sont concernées par le phénomène des travailleurs pauvres.

Avec un **salaire bas** (4525 francs selon l'OFS), il est impossible pour une famille de dépasser le seuil de pauvreté fixé à **4051 francs** (pour deux adultes avec deux enfants, selon les directives de la CSIAS). Ce montant doit couvrir les dépenses quotidiennes (alimentation, hygiène, transport, etc.) et le logement. À cela s'ajoutent les primes d'assurance-maladie, les cotisations sociales, les impôts et d'éventuelles pensions alimentaires, qui font grimper les coûts bien au-delà de ce seuil.

Des chances de formation inégalement réparties

Le manque de formation représente un obstacle majeur à la lutte contre la pauvreté. En Suisse, un adulte sur trois a des difficultés de lecture ou de calcul, selon une étude de l'OCDE publiée fin 2024. Ces lacunes limitent la qualité de vie et accroissent le risque de pauvreté, les personnes concernées peinant à suivre les exigences du marché du travail.

L'accès à l'éducation et à la formation continue reste très inégal. Souvent, les offres adaptées ou le financement adéquat font défaut. De plus, les employeurs investissent davantage dans les personnes hautement qualifiées que dans celles ayant des lacunes éducatives. Les personnes disposant de faibles ressources financières et de qualifications limitées ont donc nettement moins de possibilités de se former. Elles ne disposent pas non plus de réserves suffisantes pour compenser une perte de revenu pendant une formation ou une reconversion.

Il est donc préoccupant que le Conseil fédéral souhaite supprimer, dans le cadre du **«paquet d'allègement 2027»**, les aides fédérales destinées à

la formation continue et à la promotion des compétences de base. Le parlement en débattra en décembre 2025.

Des signaux alarmants pour la cohésion sociale

La pauvreté ne se résume pas à un manque d'argent. Elle s'accompagne de restrictions dans de nombreux domaines: la santé, le logement, la formation continue et, par conséquent, les perspectives professionnelles. Les chances de participer au monde numérique ne sont pas les mêmes pour toutes et tous. Parallèlement, la richesse des plus aisés augmente fortement, creusant les inégalités.

Ces évolutions fragilisent la cohésion sociale, la participation démocratique et, à terme, l'économie nationale. Dans les années à venir, la Suisse devra relever des défis majeurs pour préserver le **tissu social et la solidarité**, des valeurs au cœur de la mission des organisations d'utilité publique reconnues par la **ZEWO**.

Entretien avec Hanspeter Bigler au sujet des directives Swissfundraising relatives à l'IA

« Un potentiel énorme, mais aussi des risques importants »

Swissfundraising a publié à l'été 2025 des directives sur l'IA, élaborées par un groupe de travail et approuvées par le comité directeur. Ces directives visent à fournir « des orientations pour une utilisation responsable de l'IA ». Il s'agit d'exploiter efficacement le potentiel de l'IA pour la collecte de fonds sans pour autant négliger les aspects éthiques, juridiques ou écologiques. Entretien avec Hanspeter Bigler, président de Swissfundraising.



Hanspeter Bigler
Président de Swissfundraising

Hanspeter Bigler, quelle est aujourd'hui l'importance de l'IA pour les ONG, en particulier dans le domaine de la collecte de fonds ?

L'intelligence artificielle est rapidement devenue un outil de travail important dans les ONG, tout comme dans le secteur lucratif. Ceci notamment parce que de nombreuses applications logicielles utilisées par les ONG dans leur travail quotidien contiennent aujourd'hui des éléments d'IA. De plus, de nombreuses ONG y voient de grandes opportunités, car leurs ressources souvent très limitées les poussent à espérer que le soutien technique leur permettra d'alléger leur charge de travail en matière de marketing ou de collecte de fonds.

Et selon toi, quelle sera l'évolution future ?

Personne ne peut vraiment évaluer les effets à long terme de l'intelligence artificielle sur l'économie, la société, la politique – et donc aussi sur les ONG. La citation souvent reprise de Roy Amara, datant des années 60, s'applique probablement ici aussi : « Nous avons tendance à surestimer l'impact d'une (nouvelle) technologie à court terme et à le sous-estimer à long terme. » Il est clair, à mon avis, que cela ouvre de grandes perspectives aux ONG pour collecter des fonds de manière plus efficace, mais cela comporte également des risques importants, par exemple d'un point de vue éthique.

Les collecteurs de fonds tels que nous les connaissons aujourd'hui seront-ils bientôt superflus ? L'IA entraînera-t-elle des pertes d'emplois dans le domaine de la collecte de fonds ?

Là encore, il est difficile de faire des prévisions. La collecte de fonds en Suisse a connu une véritable phase de croissance au cours des vingt dernières années. Cela se reflète notamment dans la croissance constante de notre association professionnelle Swissfundraising. De plus, il n'est toujours pas facile de trouver des collaborateurs qualifiés pour les nombreuses disciplines que compte désormais la collecte de fonds. Je pense qu'il y aura toujours et qu'il doit y avoir une sorte de ré-

partition des rôles entre l'IA et l'être humain, comme cela a déjà été le cas dans le passé avec les nouveaux outils technologiques. L'IA ne remplacera pas l'être humain dans de nombreux domaines, y compris dans la collecte de fonds. Les décisions et les responsabilités humaines ne peuvent pas être simplement déléguées lorsqu'il s'agit de questions centrales. Le contact personnel reste également important, par exemple dans la collecte de fonds en face à face, dans l'acquisition de dons importants ou dans le marketing des legs.

Pourquoi faut-il des directives spécifiques à l'IA pour la collecte de fonds ? Ne suffirait-il pas que les collecteurs de fonds respectent les directives de leur organisation respective en matière d'IA ?

En effet, de nombreuses ONG, en particulier les grandes et celles qui opèrent à l'échelle internationale, ont déjà défini leurs propres directives en matière d'utilisation de l'IA. Néanmoins, nous estimons qu'il est judicieux, en tant qu'association, de définir des règles spécifiques pour l'utilisation de l'IA dans la collecte de fonds (et dans le marketing et la communication en tant que fonctions connexes). Tous nos membres signent nos directives éthiques lorsqu'ils adhèrent à notre association, montrant ainsi que les collecteurs de fonds accordent une importance particulière au comportement éthique

dans leur profession. Cela tient d'une part à leurs exigences élevées envers eux-mêmes, mais d'autre part aussi au fait que nous voulons convaincre les donateurs de la justesse d'une cause sans leur faire de promesses excessives, les tromper ou les persuader de faire un don. Ils nous confient des fonds et ont donc le droit d'être informés et traités de manière équitable, transparente et honnête. Par conséquent, nous devons également définir des principes auxquels nos collaborateurs et nos donateurs peuvent se fier pour l'utilisation d'un outil aussi puissant, ne serait-ce que dans le domaine de la protection des données.

Les directives éthiques existantes de Swissfundraising, que chaque membre signe, ne constituent-elles pas déjà une « norme » pour l'utilisation de l'IA et son application dans la communication avec les donateurs ?

Les cinq principes d'action formulés dans nos directives éthiques constituent certainement la base de nos lignes directrices en matière d'IA: honnêteté, respect, intégrité, professionnalisme et transparence. Et bien sûr, le contenu des directives éthiques s'applique également lorsque l'IA est utilisée dans le marketing ou la collecte de fonds, par exemple. Au début des lignes directrices sur l'IA, nous faisons explicitement référence à cette base. Les lignes directrices en matière d'IA apportent toutefois des réponses à des questions très spécifiques qui se posent lors de l'utilisation de l'intelligence artificielle: elles offrent une orientation pour une utilisation responsable de l'IA par les collecteurs de fonds, en particulier au sein d'une organisation d'entraide. De notre point de vue, elles font donc «partie intégrante» de l'adhésion.

Selon toi, quelle est la règle la plus importante à respecter dans l'utilisation de l'IA dans la collecte de fonds ?

Comme l'indique littéralement la section «Objectif et finalité», nos lignes directrices sur l'IA visent à «exploiter efficacement le potentiel de l'IA pour la collecte de fonds, sans pour autant négliger les aspects

éthiques, juridiques ou environnementaux». La législation et la jurisprudence en vigueur, par exemple en matière de protection des données ou de droit d'auteur, s'appliquent toujours de manière générale. Nous avons ensuite défini six «domaines de responsabilité» différents pour lesquels nous avons établi des règles: éthique, partialité et équité dans l'utilisation de l'IA, assurance qualité et développement des compétences, droit d'auteur/étiquetage, protection des données et utilisation durable/ressources.

nisation, tant en interne qu'en externe – auprès des collaborateurs et des donateurs – et a donc un effet positif sur les résultats de la collecte de fonds. En cas d'infraction, le règlement des sanctions des directives éthiques s'applique. Tout comme les directives éthiques elles-mêmes, ce règlement est actuellement révisé et mis à jour par le comité directeur de Swissfundraising afin de répondre à la réalité professionnelle de plus en plus complexe.

Comment évalues-tu l'impact de l'IA sur l'ensemble du secteur des ONG ?

Le secteur des ONG ne vit pas dans une bulle, mais dans le même monde que tous les autres. Nous constatons que ce monde évolue et change de plus en plus rapidement, et pas seulement avec l'IA. Cela signifie que notre capacité d'adaptation devient de plus en plus importante. Il ne suffit pas d'acquérir des compétences. La compétence clé est de pouvoir adapter en permanence ses compétences aux réalités changeantes et de s'y conformer. J'attends de l'IA des gains d'efficacité dans la collecte de fonds, mais aussi des innovations qui feront progresser le secteur. Dans le même temps, j'espère que cela permettra de mieux sensibiliser aux questions éthiques. Notre responsabilité éthique en tant que collecteurs de fonds va encore s'accroître avec l'IA. Notre secteur devra également se mesurer à cette exigence.

«Nos lignes directrices sur l'IA visent à exploiter efficacement le potentiel de l'IA pour la collecte de fonds, sans pour autant négliger les aspects éthiques, juridiques ou environnementaux.»

Comment Swissfundraising s'assure-t-il que ses membres respectent les lignes directrices en matière d'IA ? Dans quelle mesure ces directives sont-elles contraintes ?

Ces lignes directrices font la distinction entre les exigences qui doivent être impérativement respectées («doit»), celles dont la mise en œuvre est souhaitable du point de vue de Swissfundraising («devrait») et celles qui doivent être considérées comme des recommandations («peut»). En outre, les organisations sont bien sûr libres d'adopter des règles plus strictes pour l'utilisation de l'IA. Tout comme pour les directives éthiques, les membres s'engagent volontairement, sachant que cela renforce en fin de compte la confiance dans leur propre orga-

Le développement de l'IA est extrêmement rapide. Est-il donc possible de fixer des règles qui ne seront pas «obsolètes» dès demain ?

Cette objection définit déjà l'exigence en matière de directives. Une partie des directives sont des principes généraux intemporels qui s'appliquent indépendamment de l'évolution technologique. Une autre partie devra être mise à jour en permanence afin de pouvoir s'adapter à l'évolution rapide.

Remarque : cette interview a été menée par des personnes réelles – les questions et les réponses ont été formulées sans recourir à l'IA.

But et objectifs des directives

Directives AI Swissfundraising

Selon les directives éthiques de Swissfundraising, cinq principes de base s'appliquent à l'action dans le domaine de la collecte de fonds: Honnêteté, respect, intégrité, professionnalisme et transparence. Pour les membres de l'association, ces principes s'appliquent également à l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) dans la collecte de fonds.

[...] Les lignes directrices définissent un cadre clair pour la protection des données, l'équité, l'assurance qualité et la durabilité. Elles favorisent ainsi la transparence et la confiance auprès des collaborateurs de l'organisation et des parties prenantes externes. Les lignes directrices aident les collecteurs de fonds et les organisations à concilier les avantages de l'IA avec leurs propres valeurs et principes et à assumer leur responsabilité éthique. Les lignes directrices créent donc une base qui permet à la fois l'innovation et la responsabilité.

Ce document fait la distinction entre les exigences qui doivent absolument être remplies («doit»), celles dont la mise en œuvre est souhaitable du point de vue de Swissfundraising («doit») et celles qui doivent être considérées comme des recommandations («peut»). Les organisations sont libres de décider de règles plus étendues pour l'utilisation de l'IA. [...]

Zones/Domaines de responsabilité Éthique

L'utilisation de l'IA dans la collecte de fonds nécessite une approche éthique qui garantit que la technologie est utilisée en accord avec les valeurs et les principes de l'organisation. **L'IA doit servir d'outil de soutien aux personnes, tandis que les décisions importantes restent toujours de la responsabilité humaine.** La protection de la dignité humaine, le respect des droits individuels et la prévention de la discrimination doivent être garantis.

Il est essentiel que les dispositifs d'IA ne favorisent pas les préjugés ou les hy-

pothèses injustifiées. **Les algorithmes ne peuvent être aussi neutres que les données avec lesquelles ils ont été entraînés.** C'est pourquoi tant les modèles utilisés que leurs résultats doivent être régulièrement contrôlés afin d'éviter des déformations contraires à l'éthique. Il est essentiel que les collaborateurs des organisations soient sensibilisés aux questions éthiques et encouragés à remettre en question les éventuels risques ou les applications problématiques et à vérifier les résultats d'une IA.

Un autre aspect important est la transparence: **les destinataires devraient être informés de façon appropriée sur la raison et la façon dont les systèmes d'IA ont pris des décisions ou généré des contenus.** Enfin, l'utilisation de l'IA ne doit pas seulement respecter les dispositions légales, mais aussi les normes les plus élevées de respect, d'intégrité, de professionnalisme et de transparence. Cela garantit non seulement la qualité des résultats, mais renforce également la confiance dans l'organisation et son usage de l'IA. [...]

Garantie de la qualité et développement des compétences

Afin d'éviter la diffusion d'informations erronées ou de distorsions, il est essentiel de procéder à un contrôle systématique de la qualité des contenus générés par l'IA. **Avant toute utilisation interne ou externe, l'exactitude du contenu et le respect des principes d'équité et de diversité doivent être vérifiés pour tous les contenus créés.** Le principe du double

contrôle est particulièrement recommandé pour les contenus sensibles ou d'importance publique. Un processus de vérification clairement défini devrait garantir la cohérence et la fiabilité des résultats.

Parallèlement, le développement des compétences des collaborateurs est un facteur central pour une utilisation responsable de l'IA. Outre les bases techniques, les formations devraient également porter sur des sujets tels que les risques éthiques, la prévention des biais (voir chapitre B) et les méthodes efficaces comme l'ingénierie d'invite. **L'objectif est que les collaborateurs évaluent de manière critique les contenus générés par l'IA, reconnaissent leurs forces et leurs faiblesses et puissent les utiliser de manière ciblée pour leurs activités de collecte de fonds.** La formation continue et l'intégration de processus d'assurance qualité permettent non seulement d'améliorer la qualité du travail et l'efficacité de la collecte de fonds, mais aussi de renforcer la confiance dans l'utilisation de l'IA au sein de l'organisation.

.....
Les directives complètes sont disponibles sur www.swissfundraising.org.



Interview avec Martina Ziegerer au sujet du nouvel outil Zewo Impact Tool

Renforcer sa crédibilité en informant sur son efficacité

En collaboration avec les organisations certifiées, la Zewo a développé un outil innovant pour la planification et la documentation de l'efficacité des projets. Principalement destiné à aider les petites organisations, son accès est facile et gratuit. Martina Ziegerer, directrice générale de la Zewo, nous parle de cet outil.



Martina Ziegerer
Directrice générale Zewo

Pourquoi parle-t-on si souvent depuis quelque temps de la notion d'efficacité?

S'agit-il d'un nouveau thème à la mode?

Non, pas du tout. Parmi les 21 normes la Zewo, l'une d'entre elles, à savoir la norme 10, est intitulée «L'organisation agit dans un but d'efficacité». Il en résulte, d'une part, qu'une organisation certifiée Zewo doit systématiquement se pencher sur l'efficacité de son activité principale. Elle peut le faire par exemple en définissant des objectifs dont elle vérifie régulièrement la réalisation. D'autre part, elle doit se laisser guider par plusieurs questions pour évaluer l'efficacité de son activité: comment savons-nous si nous faisons des progrès? Qu'avons-nous réalisé jusqu'à présent et que reste-t-il à atteindre? Enfin, la norme 10 stipule que l'organisation doit intégrer le thème de l'efficacité sous une forme appropriée dans ses compte-rendus publics.

Existe-t-il des différences entre les organisations en matière d'efficacité?

Lorsque nous avons analysé la mise en œuvre de la norme Zewo 10,

nous avons constaté que les grandes organisations, en particulier celles qui sont engagées dans la coopération au développement, ont fait beaucoup pour planifier et agir dans une optique d'efficacité. Notamment parce que les mandants et les bailleurs de fonds, tels que la DDC, ont formulé des attentes en ce sens ou parce qu'elles étaient elles-mêmes convaincues de l'utilité et de la nécessité d'une telle approche. En revanche, nous n'avons constaté que des progrès partiels dans ce domaine chez les petites organisations et celles qui opèrent uniquement au niveau national. Cela s'explique par un manque de ressources financières et de temps, mais aussi par le fait que les bailleurs de fonds institutionnels y accordaient moins d'importance.

Y a-t-il donc aussi des lacunes et un besoin de soutien?

Dans un groupe de discussion que nous avons effectué sur le thème de l'impact et de la mise en œuvre de la norme 10, les petites organisations ont exprimé le souhait suivant: disposer d'un outil qui les aide à traduire leur travail quotidien en un modèle d'impact théorique. Sur la base de ces discussions, nous avons développé un outil interactif qui recueille les connaissances disponibles au sein de l'organisation dans un langage simple et courant.

Comment décrire cet instrument?

Notre outil, que nous appelons ZIT ou Zewo Impact Tool, comporte deux parties. Il comprend une partie planification et une partie documentation. En d'autres termes, la première par-

tie traite de la manière de planifier l'impact de ses activités, tandis que la seconde aide les organisations à identifier leurs progrès et à documenter leur impact. Nous avons lancé le ZIT en janvier 2025. Il est accessible gratuitement en ligne pour les organisations certifiées Zewo. Toutes les autres peuvent s'inscrire pour obtenir une version allégée gratuite, puis acheter un accès complet. Actuellement, 466 personnes issues de 153 organisations sont inscrites. Bien sûr, une organisation doit consacrer du temps à cet outil pour que commencer à évaluer et documenter son impact. Mais l'accès est extrêmement facile et son utilisation ne nécessite ni ressources financières ni conseil externe.

Et qu'est-ce que cela apporte aux organisations?

Cet outil sert de base à l'action et à la communication axées sur l'impact de l'organisation et donc aussi à sa crédibilité auprès des donateurs. Il est tout aussi précieux pour la rédaction de demandes et la remise de rapports d'activité aux bailleurs de fonds institutionnels. C'est pourquoi le modèle d'impact, c'est-à-dire le résultat de la première partie, peut également être exporté sous forme de document texte. Le tableau de progression - résultat de la deuxième partie - peut être téléchargé au choix sous forme de fichier Excel ou Word afin d'y inscrire les valeurs mesurées ultérieurement, leur évaluation et les mesures à prendre éventuellement. Sans oublier que l'outil peut également servir de preuve de la conformité à la norme Zewo 10.

Zewo Impact Tool : Planifier l'impact (I)

Développer un impact vérifiable – la condition préalable

Le travail axé sur l'impact est la clé de la réussite dans le secteur d'utilité publique. Le Zewo Impact Tool (ZIT) aide les ONG à planifier et à présenter leur impact de manière simple, pratique et économique.

Avec le ZIT, les ONG peuvent créer un modèle d'impact clair en un clin d'œil, sans aucune théorie compliquée. Des questions pratiques sur les activités et les ressources nécessaires permettent de cartographier les opérations existantes et de planifier de nouveaux projets. L'outil guide les ONG pas à pas tout au long du processus et recense également les acteurs concernés, y compris les organisations intermédiaires qui fournissent indirectement des services aux groupes cibles. Sur la base des réponses, il présente clairement l'impact escompté d'une activité. Il aide ensuite à trouver des indicateurs pour suivre les progrès. À partir

des données saisies, il formule des objectifs d'impact que les ONG peuvent vérifier à l'aide de l'IA pour s'assurer qu'ils répondent aux critères SMART, puis optimiser si nécessaire.

Des concepts solides qui suscitent l'enthousiasme

Avec le ZIT, les organisations d'entraide peuvent élaborer des modèles d'impact solides même avec des ressources limitées et sans connaissances théoriques préalables. Elles développent des objectifs d'impact qui répondent aux critères SMART et posent ainsi les bases d'un impact vérifiable.

Le modèle d'impact peut être exporté sous forme de document texte, modifié et intégré dans les demandes de subventions.

Pratique aussi pour les donateurs institutionnels et les partenaires

Le ZIT fournit une base de décision pour évaluer les demandes à la lumière de leur impact. Il facilite la définition d'étapes mesurables et simplifie la communication de données entre les partenaires.

Graphique 1 : Tableau de progression, Exemple de Zewo (avec plusieurs activités)

Contexte: la ville de Zurich, Groupe cible: Enfants de parents malades mentaux

Ressource	Réalisation/activités	Extrant I	Réalisation I	Extrant II	Réalisation II	Impact
Ressources humaines et financières	Réalisation stratégique et opérationnel	Performances (produits et offres) pour les intermédiaires	Effets chez les intermédiaires	Performances (produits et offres) pour le groupe cible	Effets sur le groupe cible	Effets au niveau de la société (supérieur)
Thérapie individuelle Connaissance: Spécialistes du domaine enfants/familles Infrastructure: Locaux pour les thérapies individuelles	Psychothérapeutes, domaine enfants/familles guider les enfants pendant les séances de thérapie	Thérapie individuelle pour les parents	Parents Comprendre et modifier ses propres causes de détresse psychique Changements <ul style="list-style-type: none">Les parents régulent leur propre surchargeLes parents restent émotionnellement disponibles pour leurs enfants dans des situations de stress	Thérapie par le jeu, la peinture, la musique	<ul style="list-style-type: none">décharger le vécutraiter le vécudévelopper des stratégies de solution pour les situations difficiles	Une meilleure prise en charge
Thérapie individuelle parents Connaissance: Spécialistes Thérapie individuelle Infrastructure: Locaux de thérapie	Psychothérapeutes aborder les questions familiales en thérapie individuelle	Parents traités par thérapie		Parents formés	<ul style="list-style-type: none">Moins de situations de conflitLes psychothérapeutes sont les premiers interlocuteurs en cas de difficultés des parents. <ul style="list-style-type: none">Les conflits sont mieux gérés	Une jeunesse plus forte Environnement familial plus stable
Formateur·rice·s en comportement Conçoit une offre de cours et propose un cours de comportement	Formation comportementale	Parents Exercer concrètement les comportements éducatifs Changements <ul style="list-style-type: none">Les parents appliquent des stratégies éducatives cohérentes et non violentesLes parents renforcent le comportement de leurs enfants par la valorisation				
Intégrer l'entourage Connaissance: Rôle de coordination	Professionnels de l'action sociale Coordination entre les parents, l'école et les autorités	Formation continue	Professeurs / autorités Prise en charge à l'école Changements <ul style="list-style-type: none">Connaitre la situation de l'enfantSait comment agir si nécessaire	(Entourage responsable)	<ul style="list-style-type: none">Savoir que le soutien est là, établir la confiance	
				Matériel d'information (brochures, dépliants, etc.)		

Zewo Impact Tool : Montrer l'impact (II)

Documenter les résultats et constater les progrès

Les organisations d'utilité publique qui rendent leur impact visible et font état de progrès tangibles renforcent la confiance du public. Le Zewo Impact Tool (ZIT) les aide à consigner clairement les résultats de leur travail et à déterminer si elles sont sur la bonne voie pour atteindre l'impact prévu.

Graphique 2: Modèle d'impact: Exemple de Zewo (avec plusieurs activités)

Contexte: la ville de Zurich, Groupe cible: Enfants de parents malades mentaux

Effet	Indicateur	Planifier l'efficacité						Montrer l'efficacité															
		Valeur initiale		Valeurs cibles				1. Etape, valeurs mesurées : 18/04/2024				2. Etape, valeurs mesurées : 19/04/2024				3. Etape, valeurs mesurées : 20/04/2024				Valeurs mesurées finales 21/04/2024			
		GC	GR	1. Etape 18/04/2024	2. Etape 19/04/2024	3. Etape 20/04/2024	Conclusion : 21/04/2024	GC	GR	Evaluation	Action de pilotage	GC	GR	Evaluation	Action de pilotage	GC	GR	Evaluation	Action de pilotage	GC	GR	Evaluation	Action de pilotage
<i>Jusqu'au 17.04.2024, 20 des enfants de parents malades mentaux de la ville de Zurich, qui ont été atteints dans le cadre de l'activité de thérapie individuelle, doivent pouvoir mieux décharger les expériences vécues. Pour ce faire, l'indicateur « Plus de prises de parole » est comparé à un groupe de référence d'enfants de parents sans maladie psychique.</i>																							
décharger le vécu	Plus de prises de parole par les enfants	1 intervention par heure	5 interventions par heure	2/5 du groupe de référence	3/5 du groupe de référence	4/5 du groupe de référence	autant que le groupe de référence																
<i>Jusqu'au 17.04.2024, 10 des enfants de parents malades mentaux de la ville de Zurich, qui ont été atteints dans le cadre de l'activité de thérapie individuelle, doivent pouvoir assimiler ce qu'ils ont vécu. Pour ce faire, l'indicateur « se promène plus souvent » est comparé à la valeur cible de 15.</i>																							
traiter le vécu	vont plus souvent se promener	1x par mois		11	12	13	15																
<i>Jusqu'au 17.04.2024, tous les enfants de parents malades mentaux de la ville de Zurich qui ont été atteints dans le cadre de l'activité "Thérapie individuelle parents" ne doivent plus être le premier interlocuteur en cas de difficultés des parents. Pour cela, on compare les valeurs de l'indicateur "les parents s'adressent à un psychothérapeute" avec la valeur de départ "20".</i>																							
Les psychothérapeutes sont les premiers interlocuteurs en cas de difficultés des parents.	Fréquence à laquelle les parents s'adressent à un psychothérapeute	Zéro		1 contact par 10 parents	2 contacts par 10 parents	3 contacts par 10 parents	4 contacts par 10 parents																

Avec le Zewo Impact Tool, les NPO peuvent créer un tableau de progression clair en un clic. Dans la partie gauche, il indique quels objectifs concrets sont à réaliser dans quels délais. Dans la partie droite, le tableau présente quelles données sont à collecter à quel moment. En comparant les données collectées (à droite du tableau) avec les valeurs prévues (à gauche), l'on peut voir d'un coup d'œil les domaines dans lesquels le travail est en bonne voie et ceux qui nécessitent de prendre des mesures.

Des concepts solides qui suscitent l'enthousiasme

Avec le ZIT, les organisations d'entraide peuvent élaborer des modèles d'impact solides même avec des ressources limitées et sans connaissances théoriques préalables. Elles développent des objectifs d'impact qui répondent aux critères SMART et posent

ainsi les bases d'un impact vérifiable. Le modèle d'impact peut être exporté sous forme de document texte, modifié et intégré dans les demandes de subventions.

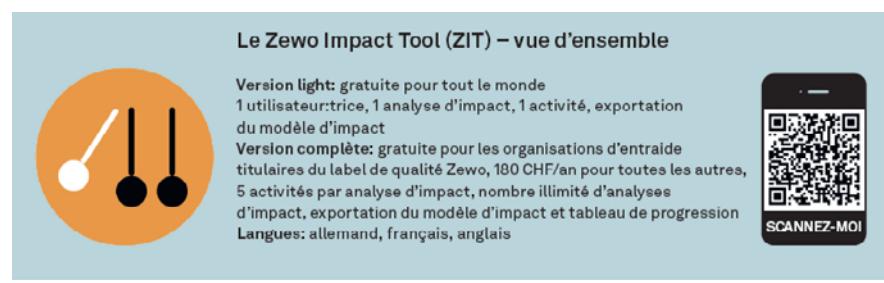
Une transparence appréciée

Le ZIT permet aux NPO de documenter les résultats et les progrès de leur travail. Elles rendent compte de ce qui a été réalisé avec les ressources utilisées et des domaines dans lesquels des mesures supplémentaires sont

nécessaires ou ont déjà été prises. Cette transparence renforce la confiance des donatrices et donateurs, ainsi que des partenaires.

Clair aussi pour les donateurs institutionnels et les partenaires

Le ZIT permet un reporting simple et bien structuré. Il permet de voir facilement comment les activités soutenues évoluent et si elles produisent les effets escomptés.



Publications du CEPS et de RaiseNow

Faciliter la création et la gestion des fondations

«L'an passé a été riche en événements susceptibles de donner des impulsions importantes aux fondations suisses. Le changement de pratique de l'administration fiscale zurichoise, qui facilite et rend plus attrayantes la création et la gestion de fondations, est sans doute celui qui a fait le plus de bruit. Les jalons qui y ont conduit – la constitution d'un groupe de travail de composition mixte, le recours à des avis d'experts, des manifestations communes – montrent de façon exemplaire comment une démarche concertée entre l'État et le secteur des fondations peut faire avancer les choses. Parallèlement, sur le plan politique, les associations SwissFoundations et pro-Fonds ont obtenu que les fondations à but non lucratif continuent de ne pas être soumises à l'obligation de s'inscrire dans un registre de transparence. En juin, la Fondation Botnar a annoncé qu'elle allouait 1 milliard de francs suisses à la création d'un institut de recherche médicale. C'est la première fois en Suisse qu'une telle somme est consacrée à un seul projet! Grâce à l'aide de l'autorité fédérale de surveillance des fondations, SwissFoundations est pour la première fois en mesure de publier dans son Rapport sur les fondations en Suisse 2025 des données plus précises sur les charges encourues par les fondations en lien avec les prestations fournies. L'importance des prestations d'utilité publique est une bonne surprise (p. 14)!

Ces nouvelles encourageantes ne doivent pas faire oublier que le secteur des fondations n'est, pas davantage que d'autres, épargné par les mutations que traverse actuellement la société. Les nombreux défis sociétaux entraînent une multiplication des requêtes et demandes adressées aux fondations. C'est pourquoi il devient de plus en plus important de trouver la forme de soutien la plus appropriée, comme le montrent les

contributions du dossier spécial «Future-Proof Funding». En même temps, la volatilité des résultats et la réglementation croissante font obstacle à une gestion performante. Ces dernières années ont vu se multiplier les cas de liquidation de fondations dont la fortune disponible ne permettait plus de poursuivre efficacement le but. Le Rapport 2025 annonce des chiffres record pour la liquidation de fondations en 2024. Le solde des créations de fondations reste positif, mais ce sont désormais des formes autres que la fondation indépendante, telles que la fondation abritante ou le social investing, qui ont la cote.

C'est dire l'importance d'impulsions telles que celle donnée par l'administration fiscale du canton de Zurich pour qu'il reste attrayant de créer des fondations. Sans fondateurs, pas de nouvelles fondations! Comme le montre la contribution d'Andrea Opel, la décision zurichoise a déjà inspiré d'autres cantons. Le présent Rapport voudrait lui aussi contribuer à ce qu'on parle du secteur et mettre en lumière les développements nouveaux qui s'y observent.» (Extrait de l'avant-propos du Rapport sur les fondations en Suisse 2025)

A propos du rapport sur les fondations

Le Rapport sur les fondations en Suisse est publié annuellement par le Center for Philanthropy Studies (CEPS) de l'Université de Bâle, SwissFoundations, l'association des fondations donatrices suisses, et le Centre pour le droit des fondations de l'Université de Zurich. Il présente les chiffres, faits et tendances actuelles en matière de fondations, en Suisse comme à l'étranger, et contribue à renforcer les bases de connaissances dans ce domaine.

Le rapport complet sur les fondations en Suisse 2025 a été publié le 3 juin 2025 et peut être téléchargé gratuitement en allemand et en français sur www.stiftungsreport.ch. Les versions imprimées

(25 CHF l'exemplaire) peuvent être commandées via info@swissfoundations.ch.

L'étude DACH 2025 sur les dons numériques

Plus de la moitié des dons numériques sont désormais effectués via des appareils mobiles, tandis que les montants des dons individuels continuent de diminuer. Pour les dons plus modestes, les donateurs privilégièrent de plus en plus les modes de paiement rapides et faciles tels que PayPal (EUR) et TWINT (CHF). L'étude Étude sur la collecte de fonds numérique 2025 récemment publiée et développée par RaiseNow, l'un des principaux fournisseurs européens de solutions SaaS pour la collecte de fonds et le paiement numériques, offre une perspective fondée sur des données sur le comportement des donateurs numériques dans la région DACH. L'analyse est basée sur des données provenant de plus de 7 000 organisations à but non lucratif, complétées par des informations sectorielles fournies par des professionnels de la collecte de fonds. Les principales conclusions selon RaiseNow:

- **Les volumes de dons et les transactions augmentent:** En 2024, le volume moyen des dons en ligne par organisation a augmenté de 12% par rapport à l'année précédente. Dans le même temps, le nombre de transactions a augmenté de 29%, ce qui témoigne clairement de l'importance croissante des canaux de dons numériques.
- **Les montants moyens des dons sont en baisse:** Le montant moyen par don en ligne en 2024 était de 33,5 CHF (31,8 EUR), soit une baisse d'environ cinq francs par rapport à l'année précédente.
- **Les dons de fin d'année restent essentiels:** La traditionnelle saison des dons de fin d'année continue de jouer un rôle décisif : 15,7% du volume total des dons en 2024 ont été traités en dé-

Portraits des éditeurs

Portrait Zewo

cembre, et 10,6% en novembre.

- **Les données montrent des préférences claires en ce qui concerne les modes de paiement:** En 2024, PayPal représentait 40,3% du volume des dons numériques en euros, contre 37,1% l'année précédente. En Suisse, TWINT est resté le mode de paiement le plus utilisé, avec 68,1% du volume des dons en CHF. PayPal et TWINT sont particulièrement populaires pour les petits dons. À mesure que les montants des dons augmentent, les paiements par carte de crédit et les virements bancaires traditionnels gagnent en importance.

Outre les données, l'étude présente des informations de première main recueillies sur le terrain. Des professionnels du secteur issus d'organisations telles que World Bicycle Relief, UNICEF Autriche et la Croix-Rouge suisse réfléchissent aux défis actuels - de l'augmentation des coûts d'acquisition et des attentes des donateurs en matière de mobilité à l'importance des dons récurrents. Télécharger l'étude à l'adresse: www.raisenow.com

CEPS : Rapport sur les fondations en Suisse



Digitales Spenden: die DACH-Studie



En tant qu'organisme de certification pour les OBNL d'utilité publique qui collectent des dons en Suisse, la Zewo veille à la clarté et à la confiance en matière de dons. Elle s'engage pour que les OBNL d'utilité publique utilisent leurs dons conformément au but, de manière efficace et économique. À cet effet, elle a adopté 21 normes. Celles-ci obligent les OBNL à faire un usage digne de confiance des dons et à informer clairement les donatrices et donateurs.

Les OBNL qui se font régulièrement contrôler par la Zewo et qui respectent les 21 normes se voient attribuer le label de qualité de la Zewo. Le label est une aide à l'orientation pour les donatrices et les donateurs. Il leur permet de savoir que leur don est en de bonnes mains auprès de l'une des quelque 500 OBNL certifiées.



Votre don en bonnes mains.

Sur Zewo.ch, la Zewo informe sur les OBNL qui portent le label de qualité Zewo. Elle donne des conseils sur les dons, répond aux questions et met en garde contre les collectes douteuses et peu transparentes.

Portrait Swissfundraising

Swissfundraising est l'organisation professionnelle des collectrices de fonds et collecteurs de fonds de Suisse. Elle crée les fondements et transmet les compétences pour que les collectrices de fonds, les collecteurs de fonds et les OBNL puissent déployer davantage d'effets. Swissfundraising offre une appartenance à ses plus de 900 membres, dont elle défend les intérêts. Elle est synonyme de formation continue approfondie et d'encouragement du profil professionnel.



Swissfundraising tient un registre professionnel des collectrices de fonds et collecteurs de fonds certifiés sur www.swissfundraising.org.



Votre don en
bonnes mains.

swissfundraising 
Vivons le fundraising.